

TRANSPORT MARITIME DE MARCHANDISES ET DE VOYAGEURS

Les ambitions du Groupe Gatma

Face aux bonnes performances actuelles de l'Algérie dans sa vision de générer des revenus hors hydrocarbures, les pouvoirs publics multiplient les actions et initiatives pour renforcer l'économie nationale. Ainsi, tous les secteurs d'activité reçoivent une attention particulière, leur permettant d'amorcer une relance durable et appréciable. C'est notamment le cas du transport maritime. P 3



LE SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE S'OUVRE À ORAN

Des solutions innovantes à l'honneur

La septième édition du Salon international de l'agriculture d'Oran (Agri Pro Expo 2025), a débuté, mercredi au centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran avec la participation d'environ 80 exposants. C'est dans un contexte marqué, en effet, par une dynamique sans précédent en faveur du développement agricole, fruit d'une politique publique ambitieuse et visionnaire, que se tient la 7ème édition de l'AGRIPROEXPO ».

P 2

RECENSEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION NATIONAL

Des données stratégiques pour une souveraineté économique

L'Algérie amorce un tournant stratégique dans la structuration de son économie grâce à un recensement national des capacités de production. Portée par la Chambre algérienne de Commerce et d'industrie (CACI), cette initiative inédite vise à dresser un état des lieux précis du tissu industriel national. À un moment où le pays cherche activement à réduire sa dépendance aux importations et à accélérer son processus d'industrialisation, cette opération se positionne comme un levier essentiel pour orienter les politiques économiques et stimuler l'investissement, a souligné Hocine Zaoui, directeur général de la CACI.

P 5

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

L'efficacité énergétique et la gestion des ports au menu

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen des mesures visant à renforcer l'efficacité énergétique, à travers la présentation des différents projets en cours et des mesures proposées pour diversifier progressivement le mix énergétique, notamment par la promotion des énergies renouvelables et l'élargissement de l'utilisation de l'électricité, ainsi que la gestion de la consommation d'énergie, dans le cadre de l'élaboration du nouveau modèle énergétique.

P 5

ANGEM -GIPLAIT

Signature d'un accord de coopération P 2

LUTTE CONTRE LES RISQUES DE BLANCHIMENT D'ARGENT

«L'année 2025 sera une année de grands défis» P 3

START-UP

Hausse du nombre de projets universitaires innovants de 50% en 2024 P 5

ANGEM -GIPLAIT
Signature d'un accord de coopération

L'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) a signé un accord de coopération avec le groupe lait "Giplait", pour accompagner les porteurs de projets en vue d'investir dans le secteur de la commercialisation du lait et de ses dérivés, a indiqué un communiqué de l'agence. L'accord a été signé, mardi à Alger, par la Directrice générale de l'ANGEM, Souad Bendjemil et la Présidente directrice générale du Groupe lait "Giplait", Samah Lahlouh, en présence de cadres de l'agence et du groupe. Les deux responsables ont mis l'accent sur l'importance de cet accord, le qualifiant de "pas important" vers la réalisation du développement durable et l'appui de l'économie locale. L'accord a pour objectif d'attirer les porteurs d'idées et de projets en vue de les accompagner dans la création d'activités relatives à la commercialisation du lait et de ses dérivés, ajoute le communiqué. Des chiffres sur les réalisations de l'agence en 2024 ont été fournis lors d'une présentation sur l'agence et les services qu'elle propose, conclut la même source.

LE SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE S'OUVRE À ORAN

Des solutions innovantes à l'honneur

La septième édition du Salon international de l'agriculture d'Oran (Agri Pro Expo 2025), a débuté, mercredi au centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran avec la participation d'environ 80 exposants.

Par Selma R

C'est dans un contexte marqué, en effet, par une dynamique sans précédent en faveur du développement agricole, fruit d'une politique publique ambitieuse et visionnaire, que se tient la 7ème édition de l'AGRI-PROEXPO », regroupant des acteurs économiques dans le domaine de la chaîne de l'agriculture d'Algérie et en provenance d'Arabie Saoudite, d'Egypte, de Chine, d'Inde, d'Allemagne et de Pologne. Cet événement s'inscrit pleinement dans la vision présidentielle visant à renforcer l'autosuffisance alimentaire, stimuler les investissements productifs et promouvoir l'innovation au service d'une agriculture durable, indique l'organisateur du Salon, Chamseddine Belhadj Amara.

« L'AGRIPROEXPO 2025 se positionne

comme une plateforme multidisciplinaire d'envergure, rassemblant plus d'une cinquantaine d'opérateurs, institutions, et acteurs clés de la chaîne de valeur agricole, engagés dans la transformation et la modernisation du secteur», ajoute l'organisateur.

Cet événement économique constitue un espace d'échange entre les acteurs de la production végétale et animale pour faire face aux défis stratégiques de la sécurité alimentaire, tout en présentant les solutions innovantes récentes en matière d'agriculture, notamment dans l'irrigation, la gestion rationnelle et réfléchie de l'eau, ainsi que dans la mécanisation agricole, ont expliqué les participants.

Des projets d'investissement réalisés par l'Etat dans différentes wilayas du pays dans le domaine des cultures stratégiques, de l'élevage bovin et de la sylviculture sont également présentés, ainsi

que les facilités offertes aux jeunes pour les intégrer dans les différentes activités agricoles. Les startups sont également présentes pour présenter leurs offres en matière de fertilisation naturelle et d'engrais chimiques, ainsi que de fourrage pour le bétail.

Les organisateurs ont également prévu une série de conférences et de communications animées par des experts pour débattre de sujets tels que "la résilience face à la sécheresse dans les zones agricoles vulnérables", "les changements climatiques du point de vue de l'agriculteur", "garantie des crédits d'investissement", "la consommation alimentaire en Algérie" et "les labels de qualité pour les produits agricoles et alimentaires". Le Salon international de l'agriculture d'Oran, qui se poursuit jusqu'à samedi prochain, est organisé par l'agence "Exposium".

ENTREPRENARIAT UNIVERSITAIRE

Première réunion d'évaluation de la Convention-cadre DGRSDT-NESDA

L'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB) a abrité mercredi la première réunion d'évaluation de la Convention-cadre relative au développement des compétences en entrepreneuriat chez les universitaires. Cette réunion, organisée en collaboration avec la Direction générale de la Recherche scientifique et du Développement technologique (DGRSDT) relevant du ministère de l'Enseigne-

ment supérieur et de la Recherche scientifique, a réuni les Centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) des Universités du Centre du pays, afin d'évaluer l'avancement de la Convention-cadre la DGRSDT et l'Agence nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat (NESDA). A cette occasion, le recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche, a rappelé que l'Etat a mis à la disposition des jeunes porteurs de

projets innovants et productifs "tous les moyens nécessaires pour concrétiser leurs rêves", notant qu'outre la formation et la recherche, cette Université s'attelle au développement de l'entrepreneuriat en accompagnant les étudiants désireux de s'y lancer. De son côté, le DGRSDT, Mohamed Bouhicha, a indiqué que cette rencontre, première du genre, permettra de faire le point de cette expérience et d'en déterminer les éventuelles

contraintes, afin de la booster et donner ainsi, la chance aux étudiants entrepreneurs de créer leurs propres entreprises et de trouver par eux-mêmes des postes d'emplois. "Notre Agence est une sorte de moteur de transformation économique et son but consiste à créer le plus grand nombre de Micro-entreprises générant une plus-value et des postes d'emplois. Elles sont également un indicateur du développement écono-

mique d'un pays", a souligné, pour sa part, le Directeur général de NESDA, Bilal Achacha. Il a fait savoir, dans ce contexte, que plus de 117 CDE ont été mis en place au niveau des universités du pays, depuis le démarrage de cette coopération, il y a environ 5 mois, et que 900 projets ont été financés, insistant sur les actions à envisager en vue d'améliorer le rendement des Centres en question.

OUVERTURE DU SALON INTERNATIONAL DU CHOCOLAT ET DU CAFÉ

Participation de 70 exposants à la sixième édition

La sixième édition du Salon International du Chocolat et du Café "Chocaf", a été ouverte, mercredi au Centre des Conventions Ahmed-Benahmed d'Oran, avec la participation de 70 exposants, dont la plupart sont des producteurs locaux de chocolat et de produits alimentaires associés tels que les glaces et les biscuits. Le Salon connaît, principalement, la participation de producteurs locaux de chocolat, en plus d'exposants étrangers d'Egypte, Italie, Espagne, Tunisie et Cameroun, a indiqué le

directeur du Salon, M. Mohamed Graïa, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie d'ouverture. Cet événement reflète les progrès significatifs réalisés par l'industrie du chocolat en Algérie, ainsi que la position du pays en tant qu'un des principaux producteurs de chocolat et de produits alimentaires associés dans la région, a-t-il souligné. Le Salon "Chocaf" vise à mettre en lumière les produits locaux, à renforcer les échanges entre les entreprises algériennes et étrangères, et à encourager

l'exportation des produits nationaux, dans un contexte où le marché du chocolat en Algérie connaît une demande croissante pour des produits de haute qualité, a souligné M. Graïa. Certains exposants ont indiqué que cet événement constitue une opportunité importante pour élargir leurs activités, leur permettant d'accéder à de nouveaux marchés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Algérie. Un des exposants locaux a souligné, à cet égard, que l'industrie du chocolat en Algérie a connu une transformation po-

sitive, ces dernières années, grâce à une prise de conscience accrue de la qualité des produits nationaux, ainsi qu'au soutien du gouvernement pour le secteur de l'industrie alimentaire. Le Salon, destiné au large public, ainsi qu'aux artisans et aux fabricants, se poursuivra jusqu'au 2 février, et les organisateurs tablent sur plusieurs milliers de visiteurs, parmi les consommateurs et des professionnels qui visiteront l'exposition pour découvrir les nouveaux produits proposés par les exposants.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSPORT MARITIME DE MARCHANDISES ET DE VOYAGEURS

Les ambitions du Groupe Gatma

Face aux bonnes performances actuelles de l'Algérie dans sa vision de générer des revenus hors hydrocarbures, les pouvoirs publics multiplient les actions et initiatives pour renforcer l'économie nationale. Ainsi, tous les secteurs d'activité reçoivent une attention particulière, leur permettant d'amorcer une relance durable et appréciable. C'est notamment le cas du transport maritime.

Par Réda Hadi

En effet, la décision de fusionner les filiales de la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN) constitue une option stratégique qui assurera une efficacité accrue et permettra une gestion plus pragmatique du pavillon national. C'est ainsi qu'est né le groupe Gatma, qui affiche sans complexe ses ambitions. L'échéance de 2025 sera particulièrement axée sur le transport maritime hors hydrocarbures. Selon Mohamed Tayeb Aboud, PDG de Gatma, notre pavillon national se dotera de trois nouveaux navires. Interrogé par des confrères de la radio nationale, il a précisé qu'il s'agira de trois navires de grande taille pour le transport de marchandises, notamment des navires vraquiers pour les céréales et le minerai de fer, dans le cadre de la nouvelle stratégie d'exportation hors hydrocarbures. Pour ce responsable, « le Groupe se rendra sur le marché international très bientôt pour acquérir de nouveaux navires vraquiers afin de répondre aux besoins de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) en matière d'importation et d'exportation d'excédents de céréales, comme le blé, ainsi que pour les exportations du mi-

nerai de fer de Gara Djebilet». Dans le détail, il s'agit de l'acquisition de deux grands navires vraquiers d'une capacité variant entre 50 000 et 65 000 tonnes. Le troisième navire acquis sera un porte-conteneurs d'une capacité de transport de 2 000 unités. M. Aboud a également précisé : « Nous avons fixé l'échéance pour finaliser l'opération d'acquisition de ces trois navires avant la fin de l'année 2025. Cette acquisition nous permettra de répondre à la nouvelle stratégie d'exportation hors hydrocarbures, notamment pour assurer des dessertes sur les lignes maritimes de l'Afrique de l'Ouest. » Parallèlement, le groupe maritime envisage, selon Aboud, de finaliser également l'opération de réhabilitation et de mise à niveau de six (06) anciens navires de sa flotte, qui comprend actuellement 12 navires. Soulignant que cette opération est en phase de finalisation, il a précisé que le premier navire réhabilité entamera la navigation maritime dès la semaine prochaine, dans le cadre d'un voyage technique visant à effectuer sa dernière révision conformément aux nouvelles normes internationales environnementales. Concernant la mise en service des cinq autres navires concernés par la réhabilitation, M. Aboud a assuré que le

groupe s'est fixé comme objectif la date du 30 juin prochain pour les mettre en exploitation. S'agissant du transport maritime de voyageurs, il a mentionné les préparatifs intensifs au niveau de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), filiale du Gatma, pour le programme de la prochaine saison estivale, notamment en prévoyant l'affrètement d'un nouveau navire afin de répondre à la demande, en attendant, a-t-il précisé, la récupération du navire Tariq Ibn Ziyad, actuellement en cours de « rénovation totale ». À l'approche du mois sacré de Ramadan, l'ENTMV prévoit de reconduire la promotion de réduction des prix sur les billets, décidée par les pouvoirs publics, au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger. Il a annoncé que cette offre commerciale sera accompagnée d'une nette amélioration de la qualité des services à bord des navires. Doté d'une enveloppe de cinq milliards de dinars, le Groupe œuvre activement à la réfection de sa flotte, dans le but de dynamiser le secteur et d'orienter celui-ci vers le transport des produits algériens destinés à l'exportation.

FORUM MARITIME D'ALGER

La 2^e édition prévue le 16 avril prochain

La deuxième édition du Forum Maritime d'Alger se tiendra le 16 avril prochain à Alger, indique mercredi un communiqué des organisateurs. Cet événement réunira des experts, des décideurs et des acteurs clés du secteur maritime pour discuter des enjeux et des opportunités de cette industrie stratégique pour l'économie algérienne. Placée sous le thème "sécurité, conformité et gestion des risques dans l'Industrie Maritime Moderne", cette édition abordera plusieurs thématiques majeures, notamment les défis technologiques et sécuritaires des sociétés de classification, le rôle des assurances dans la protection des navires et des marchandises, ainsi que les normes environnementales et les réglementations internationales clés, telles que SOLAS, ISM et MARPOL. Le Forum vise également à mettre en lumière le rôle stratégique de l'Algérie en tant que hub maritime régional et à identifier des solutions pour renforcer la compétitivité et la sécurité du secteur. Des experts et professionnels de renom partageront leurs analyses et recommandations pour faire face aux défis actuels et saisir les opportunités offertes par l'industrie maritime moderne. Organisé par Global Trade Support, le Forum Maritime d'Alger s'impose comme un rendez-vous incontournable pour les acteurs du secteur maritime, offrant un espace d'échange et de dialogue sur l'avenir de cette industrie essentielle au commerce international et au développement économique du pays.

R. E.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

L'efficacité énergétique et la gestion des ports au menu

Par S. R.

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen des mesures visant à renforcer l'efficacité énergétique, à travers la présentation des différents projets en cours et des mesures proposées pour diversifier progressivement le mix énergétique, notamment par la promotion des énergies renouvelables et

l'élargissement de l'utilisation de l'électricité, ainsi que la gestion de la consommation d'énergie, dans le cadre de l'élaboration du nouveau modèle énergétique. Dans le cadre du suivi de l'exécution des instructions données par le Président de la République lors de la réunion du Conseil des ministres du 2 juin 2024, sur la gestion efficace des ports, le gouvernement a fait le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la feuille

de route visant à réduire les délais d'amarrage des navires dans les ports et à traiter les marchandises à l'importation, en renforçant la coordination entre tous les intervenants et en assurant l'interopérabilité des différents systèmes numériques utilisés dans le traitement des conteneurs et des marchandises au niveau des ports. Le gouvernement a également écouté une présentation sur les moyens de développer les services

de télécommunications, en particulier concernant les mesures prises dans le domaine des technologies de l'information et de l'internet, qui revêtent une importance stratégique pour accompagner le processus de numérisation, soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité de l'économie nationale et sa compétitivité. Enfin, le gouvernement a pris connaissance d'une présentation sur les résultats du système de ju-

melage des établissements de santé publique et a étudié les propositions visant à son développement, notamment au regard des résultats positifs obtenus dans la facilitation de l'accès aux soins de santé et de l'amélioration de la qualité des services offerts, particulièrement dans les régions du sud et des hauts plateaux, conformément aux instructions du Président de la République concernant la création de pôles d'activités hospitalières.

LUTTE CONTRE LES RISQUES DE BLANCHIMENT D'ARGENT

«L'année 2025 sera une année de grands défis»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé mardi à Alger en sa qualité de président de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme, et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, la première réunion de la commission de l'exercice 2025 dans le cadre de sa session ordinaire, indique un communiqué du ministère. La réunion s'est déroulée en présence du vice-président de la commission, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, ainsi que des membres de la commission et leurs représentants, en vue du suivi périodique des travaux en cours concernant la modernisation du système national de lutte contre le blanchiment d'argent et le fi-

nancement du terrorisme, précise le communiqué. "L'année 2025 sera une année de grands défis pour améliorer la performance du système national de lutte contre les risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et pour réaliser la conformité maximale avec les normes internationales", a fait savoir le ministre des Finances dans une allocution d'ouverture. Il a également rappelé les principales actions réalisées en 2024, qui interviennent dans le cadre de "la mise en œuvre du plan d'action convenu et comprenant 13 mesures recommandées pour garantir la sortie de l'Algérie de la liste des pays soumis au suivi renforcé dans les plus brefs délais, ainsi que les principales décisions adoptées par la commission nationale lors de la dernière réunion de 2024". L'ordre du

jour des travaux de la réunion a porté sur un ensemble de priorités tracées, relatives à l'adaptation du système juridique national avec les normes internationales, ainsi qu'à la mise en œuvre du plan d'action convenu, en ce sens qu'il s'agit particulièrement d'amender et d'enrichir le cadre juridique, d'examiner et d'adopter un rapport sectoriel dans ce domaine. La réunion a également connu la présentation par le représentant de la Banque d'Algérie (BA), d'un exposé concernant le 1er rapport sectoriel inhérent au secteur bancaire et à l'Algérie Poste (AP), sur les risques de blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, et ce en vue de son débat et de son adoption par la Commission nationale.

Le second exposé a porté sur le suivi du déroulement des travaux de la Commission de coordination nationale dans un exposé conjoint entre le coordonnateur national et le président de la cellule de traitement du renseignement financier, tandis que le chef du projet a présenté une communication sur l'état de la prise en charge des feuilles de route sectorielles. Au terme de cette réunion sanctionnée par un ensemble de décisions, M. Faïd a insisté sur "la nécessité d'intensifier et d'accélérer la cadence des travaux, en vue de réduire les délais, de renforcer la coordination entre les secteurs et de renforcer les groupes de travail avec de nouveaux membres, pour la réalisation des résultats escomptés", conclut le communiqué.

R. E.

AUGMENTATION DE LA BOURSE UNIVERSITAIRE

La commission ad hoc à pied d’oeuvre pour élaborer une proposition “pertinente”

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, a indiqué, mardi à Alger, que la commission chargée de la révision de la bourse universitaire, créée sur ordre du président de la République, était à pied d'oeuvre pour l'élaboration d'une proposition "pertinente". M. Hidaoui s'exprimait en marge de la conférence virtuelle "Saat Hiwar", organisée par le CSJ, avec pour invité le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, en présence de M. Hidaoui. Le ministre a révélé que la commission avait entamé l'élaboration de cette proposition qui sera soumise au président de la République. Il a affirmé qu'il y a une "harmonie de vues entre les secteurs gouvernementaux", précisant qu'"une fois finalisée, la proposition sera dévoilée". Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait ordonné, dimanche, en Conseil des ministres, la création d'une commission composée du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, et du ministre des Finances, et qui soumettra son rapport sur l'augmentation de la bourse universitaire lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres. Le président de la République avait également ordonné d'inclure la révision des systèmes de bourse et d'hébergement des étudiants universitaires dans le plan de réforme globale des œuvres universitaires.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un accord de coopération entre l’Université d’Alger 1 et l’UNCC

L'Université d'Alger 1 a signé mardi une convention de coopération avec l'Union nationale des compétences et des cadres (UNCC) dans l'objectif de consolider les liens entre l'université et l'environnement économique, a indiqué un communiqué de l'université. A ce propos, le recteur de l'université, Fares Mokhtari a fait savoir que cette convention s'inscrivait dans le cadre du projet de l'Université de 4e génération, ajoutant que ce partenariat contribuerait à "l'élargissement des perspectives professionnelles des diplômés, dépassant, ainsi, le mode traditionnel limité". Par ailleurs, M. Mokhtari a salué "la transformation qualitative

ayant marqué les projets de doctorat", désormais liés aux entreprises économiques et à la réalité sur le terrain. Cette orientation, poursuit-il, s'inscrit dans "le cadre de la vision de l'Etat algérien tendant à réaliser une complémentarité efficace entre la recherche scientifique et le développement économique". Dans ce contexte, M. Mokhtari a mis en avant le soutien des hautes autorités à ces initiatives, eu égard à leur impact positif sur les différentes franges de la société, ajoutant que cet "accord ouvrira de nouvelles perspectives pour une coopération fructueuse entre l'université et les partenaires socio-économiques", conclut la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,38	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 360,00	2370,00	0,42	0,67	2,71	7,11	7,59	400	948 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	2273,00	0,00	0,43	-0,29	11,96	5,50	55364	125 842 372,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,89	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-10,92	2,03	-	0	0,00

LE SOMMET DES CHEFS D'ETAT AFRICAINS SUR L'ENERGIE

Signature de la «Déclaration de Dar es Salam sur l’énergie»

Les travaux du Sommet des chefs d'Etat africains sur l'énergie à Dar es Salam (Tanzanie) ont pris fin par la signature de la "Déclaration de Dar es Salam sur l'énergie", dans laquelle les dirigeants africains s'engagent à élargir l'accès à l'énergie, promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables et stimuler les investissements privés afin d'éliminer la pauvreté énergétique, indique, mardi, un communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Cette Déclaration vise également à soutenir l'intégration des réseaux électriques régionaux, à développer les systèmes énergétiques dans les pays africains et à étendre l'utilisation des différentes

sources d'énergie, telles que le gaz, l'électricité, ainsi que les énergies nouvelles et renouvelables, afin de garantir l'accès à l'énergie pour les populations africaines. Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a participé, mardi, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à ce Sommet organisé à Dar es Salam à l'initiative du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et du Groupe de la Banque mondiale (BM), en collaboration avec l'Union africaine (UA), et avec la participation des présidents et chefs de gouvernement. Ont pris part également à ce sommet, des

ministres de l'Energie et des Finances des pays africains, des banques régionales et internationales, des partenaires internationaux, des institutions, des experts en énergie, ainsi que des organisations de la société civile et des universitaires, pour débattre des solutions nécessaires permettant de parvenir à un accès sûr et fiable à l'énergie et à une transition énergétique globale et durable. Ce sommet a pour but de promouvoir l'initiative "Mission 300", qui vise à raccorder 300 millions d'Africains à l'électricité d'ici 2030, contribuant ainsi à surmonter la crise énergétique qui touche environ 600 millions d'Africains, conclut le communiqué.

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Lancement d’un projet de labellisation des systèmes solaires et d’éclairage public

Un projet de labellisation des systèmes solaires photovoltaïques et de l'éclairage public, visant à certifier les compétences des intervenants et garantir des installations de qualité a été lancé hier à Alger, indique le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFE) dans un communiqué. Ce projet, initié par le CEREFE, en collaboration avec l'Agence allemande de coopération (GIZ), et en partenariat avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (MI-CLAT), sera lancé lors d'une journée d'information dédiée à l'évènement, explique

la même source. Intitulé «Projet de labellisation Installation de systèmes photovoltaïques et éclairage public», il vise à s'assurer que «toutes les opérations d'installations solaires photovoltaïques de petites capacités, raccordées au réseau de distribution d'électricité ou autonomes (hors réseau), soient réalisées par des intervenants aux compétences et qualifications confirmées», a fait savoir le CEREFE. La procédure d'obtention des labels en question est basée sur des critères d'éligibilité reconnus dans les domaines de l'installation des dispositifs de production d'électricité propre à partir de l'énergie solaire d'une part, et de l'éclairage public d'autre part, affirme le communiqué. Développé par le CEREFE avec l'appui de GIZ, ce projet, assure également une formation spé-

cialisée au profit des opérateurs concernés, et ce, afin de compléter leurs propres compétences acquises, selon un référentiel aux standards internationaux, en matière de gestion et le cheminement de la procédure menant à l'octroi des labels en question aux personnes concernées. Cette démarche constitue, selon le CEREFE, une introduction à la reconnaissance effective des compétences requises pour mener à bien l'exécution des installations solaires photovoltaïques et d'éclairage public efficaces sur le plan énergétique, facilitant, ainsi, l'adoption de ces solutions en assurant la qualité de leur mise en œuvre, tout en les adaptant de manière durable et économiquement rentable aux exigences de la stratégie nationale pour la transition énergétique.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 29 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 29 janvier 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	74	89	58	البطاطا
	Tomate	96	112	80	الطماطم
	Oignon sec	50	57	44	البصل الجاف
	Ail sec	504	572	437	الثوم الجاف
	Carotte	66	75	57	الجزر
	Navet	80	90	70	لفت
	Choux fleur	67	76	57	قرنبيط
	Choux	83	93	73	الكرنب
	Courgette	169	184	153	الكوسة
	Haricot vert	335	356	315	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	103	116	90	الخس
	Clémentine	120	150	90	الكليمنتين
	Mandarine	102	135	70	الماندرين
	Orange	110	135	85	البرتقال
	Citron	124	143	105	الليمون
	Pomme locale	406	521	291	التفاح المحلي
	Datte	516	649	383	التمر
Produits d'origine animale	Banane	431	446	417	الموز
	Viande bovine locale	1761	1890	1632	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	343	356	330	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)		97	102	92	حليب البقر (لتر)

RECENSEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION NATIONAL

Des données stratégiques pour une souveraineté économique

L'Algérie amorce un tournant stratégique dans la structuration de son économie grâce à un recensement national des capacités de production. Portée par la Chambre algérienne de Commerce et d'industrie (CACI), cette initiative inédite vise à dresser un état des lieux précis du tissu industriel national. À un moment où le pays cherche activement à réduire sa dépendance aux importations et à accélérer son processus d'industrialisation, cette opération se positionne comme un levier essentiel pour orienter les politiques économiques et stimuler l'investissement, a souligné Hocine Zaoui, directeur général de la CACI.

Par Mourad A.

Avec 120 000 entreprises ciblées à travers les 58 wilayas du pays, ce recensement cherche à répondre à une question fondamentale : qui produit quoi, en quelle quantité et pour quels marchés ? L'objectif est de cartographier les capacités de production, d'identifier les filières porteuses et de repérer les secteurs en difficulté, a expliqué M. Zaoui lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale. Ce travail titanesque, confié à 4 200 agents de terrain, s'appuiera sur des questionnaires numériques et papier pour garantir une vision exhaustive du paysage industriel. « Nous voulons créer une base de données fiable et accessible, qui servira de tableau de bord pour les décideurs et les investisseurs », a-t-il précisé, soulignant l'importance d'informations actualisées pour dynamiser l'économie. Un enjeu majeur de cette opération réside dans l'intégration de l'économie informelle, un secteur dont l'impact réel demeure difficile à quantifier, mais qui influence néanmoins directement les circuits de production et de distribution. « L'objectif est non seulement d'identifier ces activités parallèles, mais aussi de proposer des solutions pour

les intégrer progressivement au secteur formel, assurant ainsi une meilleure régulation du marché », a déclaré M. Zaoui. Par ailleurs, cette initiative pourrait rééquilibrer l'offre et la demande, en mettant en lumière les besoins en intrants industriels, les surcapacités de production et les opportunités d'exportation. « Le secteur de l'électroménager, par exemple, connaît une dynamique croissante, avec des exportations en hausse vers l'Afrique, l'Asie, et même les États-Unis. En revanche, des filières comme l'industrie du papier ou les composants électroniques restent encore largement tributaires des importations », a-t-il ajouté. Pour M. Zaoui, ce recensement ne se limite pas à un simple inventaire. Il s'inscrit dans une démarche de souveraineté économique, en fournissant aux autorités des indicateurs clés pour orienter les futures politiques industrielles et commerciales. Des secteurs stratégiques, comme l'autosuffisance alimentaire, la production pharmaceutique (qui couvre déjà 60 % des besoins nationaux), et la fabrication de pièces détachées pour l'industrie automobile, bénéficieront d'une meilleure planification grâce à ces données. « Ce travail d'identification des capacités productives algériennes permettra égale-

ment de cibler les secteurs à renforcer pour améliorer la compétitivité nationale », a précisé M. Zaoui. L'industrie du pneumatique, par exemple, connaît une percée significative, avec des exportations vers l'Europe et les États-Unis, notamment grâce aux usines implantées à Sétif et Oran. De même, la production locale de pièces détachées pour l'automobile s'étend désormais aux pare-brises, boulons et équipements électriques, réduisant ainsi la dépendance aux importations. Le secteur des matériaux de construction et des emballages, avec des entreprises comme Faderco, qui a développé un réseau de 65 000 points de vente, connaît également une expansion notable. Par ailleurs, la fabrication locale de compresseurs pour réfrigérateurs, autrefois importés, ouvre de nouvelles perspectives d'intégration industrielle. Dans un contexte marqué par la volonté de diversifier l'économie et de réduire les importations, ce recensement se présente comme un outil stratégique pour bâtir une industrie plus compétitive, mieux alignée avec les besoins du marché intérieur et extérieur. Reste à savoir si cette initiative sera suivie d'une mise en œuvre efficace des réformes nécessaires pour concrétiser ces ambitions.

START-UP

Hausse du nombre de projets universitaires innovants de 50% en 2024

Par R. E.

Le nombre des projets innovants enregistrés par des étudiants universitaires a augmenté de 50% en 2024 par rapport à 2023, a indiqué mardi à Alger le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah. Intervenant lors de la conférence virtuelle "Saat Hiwar" organisée par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), en présence du ministre de la Jeunesse, chargé du CSJ, Mustapha Hidaoui, M. Ouadah a précisé que le nombre global des projets universitaires innovants est passé de 6000 en 2023 à 9000 en 2024. Face à cette hausse, le comité national de labellisation des start-up, des projets innovants et des incubateurs a dû se réunir quatre fois par mois au lieu de deux, pour satisfaire

les demandes des étudiants universitaires, a fait savoir le ministre, soulignant que cela démontre l'adhésion des universitaires à la dynamique entrepreneuriale. Cette abondance des projets est un bon présage pour l'écosystème des startups en Algérie, considère-t-il, précisant que des centaines de projets d'étudiants universitaires dans plusieurs wilayas ont bénéficié de financements. Dans ce cadre, il a précisé que son département ministériel s'attellait à diversifier les sources de financement des projets, à l'instar du recours à la bourse, de la création de fonds d'investissement privés et du financement participatif, en appui aux efforts du Fonds de financement des start-up. Le ministère s'emploie également à capter des capitaux étrangers à l'effet d'investir dans les start-up algériennes, ajoute M. Ou-

dah. Pour mieux orienter les étudiants universitaires, le ministre a précisé que son département œuvre, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à développer le rôle des incubateurs d'entreprises universitaires, indiquant que le porteur d'un projet de start-up devra se rapprocher du Centre de développement de l'entrepreneuriat, puis de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) pour décrocher un financement. Le porteur de projet innovant doit, quant à lui, se rapprocher du comité de labellisation, pour garantir la concrétisation des projets dans les plus brefs délais. Répondant aux questions des participants à cette conférence virtuelle, de l'intérieur du pays et à l'étranger, le ministre a souligné que tous les projets à l'efficacité

économique prouvée n'auront aucune difficulté à obtenir un financement, ajoutant que l'innovation renforce l'efficacité économique comparativement aux projets classiques. Après l'expérience réussie du Centre d'innovation de la wilaya d'Annaba (Annaba Innovation Center), désormais "l'un des pôles d'innovation", d'autres centres seront créés dans toutes les wilayas du pays afin de regrouper tous les innovateurs, selon le ministre. En ce qui concerne l'obtention de marchés publics par les start-up, M. Ouadah a précisé qu'un texte d'application de la loi relative aux marchés publics sera "prochainement" promulgué, permettant aux entreprises publiques de négocier directement avec les start-up, qui, selon lui, sont en mesure d'apporter des solutions algériennes innovantes aux différentes entreprises.

INDUSTRIE

L'italien “Idrobase Group” investit en Algérie

Par M. E.

Idrobase Group, leader mondial des technologies de nettoyage à l'eau haute pression, a annoncé un projet d'investissement stratégique en Algérie. Le groupe italien, basé à Borgoricco, dans la région de Padoue, a pris la décision de transférer une partie de sa production de son site en Chine vers l'Algérie, marquant ainsi une étape importante dans son expansion en Afrique, ont indiqué des médias italiens. Bruno Ferrarese, copropriétaire d'Idrobase Group, a précisé que ce projet s'inscrit dans l'objectif de développer les activités du groupe sur le continent africain d'ici 2025.

L'Algérie, en raison de son fort potentiel de croissance, mais aussi de ses avantages géographiques et économiques, représente un marché stratégique, selon Bruno Ferrarese. « Nous avons décidé de transférer une partie de notre unité de production de Ningbo, en Chine, vers l'Algérie », a-t-il déclaré. Ce projet, qui sera le premier du genre pour Idrobase Group en Afrique, a été motivé par plusieurs facteurs : la proximité géographique de l'Algérie avec l'Italie, qui facilite les échanges, ainsi que les atouts du pays en termes de main-d'œuvre qualifiée et de coûts compétitifs. « La main-d'œuvre en Algérie est hautement qualifiée, et les coûts sont particulièrement adaptés à notre stratégie de développement », a ajouté Bruno Ferrarese.

Le groupe prévoit de s'associer à des entrepreneurs locaux pour la mise en place de cette nouvelle unité. « L'unité sera assemblée avec des composants provenant d'Italie, ce qui nous permettra d'offrir des produits de haute qualité à un prix compétitif, parfaitement adaptés aux besoins du marché africain », a précisé le dirigeant.

Ce transfert de production s'inscrit également dans le cadre du Plan Mattei, un programme initié par le gouvernement italien pour renforcer les relations économiques entre l'Italie et les pays africains. Idrobase Group, en tant que leader mondial dans son secteur, entend non seulement accroître sa présence en Afrique, mais aussi contribuer activement au développement économique de la région.

L'arrivée d'Idrobase en Algérie devrait offrir de nouvelles opportunités pour le marché local. Le groupe proposera une large gamme de produits et d'équipements pour divers secteurs, notamment le nettoyage, l'assainissement, la désinfection, le refroidissement, ainsi que des solutions pour l'aménagement extérieur et la gestion des poussières et des odeurs. Cette diversification devrait répondre à un large éventail de besoins locaux tout en favorisant l'exportation vers d'autres marchés africains. Grâce à cette nouvelle unité en Algérie, Idrobase Group espère renforcer sa position sur le marché mondial tout en contribuant au développement économique de l'Afrique, un continent au potentiel immense, comme le souligne le groupe.

CREA-CONFINDUSTRIA

Signature d'un partenariat stratégique

Par R. E

Dans le cadre de l'atelier du Forum d'affaires arabo-italien, le Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA) et la Confédération générale de l'industrie italienne (Confindustria) ont signé un partenariat stratégique visant à définir les secteurs prioritaires pour le développement de la coopération bilatérale. Ce partenariat, qui devrait offrir de nouvelles opportunités aux entreprises des deux pays, se concentre particuliè-

rement sur les secteurs de l'industrie et des nouvelles technologies. La signature de cet accord s'inscrit en marge des travaux du premier atelier du Forum, qui s'est tenu à Rome. Le président du CREA, Kamel Moula, a participé activement à cet événement, marquant ainsi une étape significative dans la consolidation des relations économiques entre les pays arabes et l'Italie. Cette 4e édition du Forum annuel a mis en lumière l'impact du Plan Mattei sur les pays arabes du continent africain. Ce plan, initié par le gouvernement

italien, se présente comme un cadre de coopération qui respecte la souveraineté nationale des pays partenaires tout en visant à renforcer les liens économiques et commerciaux entre l'Italie et ces nations. En particulier pour l'Algérie, le Plan Mattei met l'accent sur plusieurs secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie (notamment le pétrole et le gaz), ainsi que les énergies renouvelables, en particulier l'hydrogène. Ces domaines sont considérés comme essentiels pour le développement durable de

l'Algérie, tout en favorisant l'intensification de ses échanges commerciaux avec l'Italie. Ce partenariat renforcé entre le CREA et Confindustria symbolise l'ambition des deux pays de diversifier leurs partenariats et d'accroître leur présence sur le marché international, notamment africain. En s'appuyant sur ce nouvel accord, l'Algérie et l'Italie espèrent ouvrir de nouvelles perspectives pour les années à venir et intensifier leurs collaborations dans des secteurs clés pour l'avenir économique des deux nations.

KHENCHELA

Lancement des travaux de raccordement au réseau d'électricité de 168 exploitations agricoles à Tamza

Des travaux de raccordement au réseau d'électricité de 168 exploitations agricoles dans la commune de Tamza (wilaya de Khenchela) ont été lancés courant cette semaine, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication à cette direction, Mohamed Tahar Boukehil, a précisé que les équipes techniques de la direction en coordination avec les entreprises de réalisation ont entamé les travaux de raccordement de 168 exploitations agricoles à Tamza au réseau électrique qui porteront sur l'installation de 37 km de réseau de distribution et de 24 transformateurs électriques. Le même cadre a rappelé que des projets de raccordement au réseau d'électricité de 292 exploitations agricoles dans la commune de Tamza ont été lancés en 2024 et leurs travaux avancent à rythme soutenu atteignant entre 30% et 84%. Il sera en outre procédé "prochainement" au lancement de projets de raccordement au réseau d'électricité de 133 exploitations agricoles dans la même commune, selon la même source qui a précisé que la désignation des entreprises de réalisation a été effectuée et les autorisations d'engagement des travaux seront accordées dans les prochains jours. M. Boukehil a ajouté que la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz a établi un programme spécial de réhabilitation des vieux réseaux électriques de la commune de Tamza, d'installation de nouveaux transformateurs et de consolidation du réseau, notamment en zones montagneuses pour répondre aux besoins des habitants et des agriculteurs.

CONSTANTINE

Ouverture d'un séminaire régional consacré à la numérisation du Domaine national

La numérisation du Domaine national a constitué le thème d'un séminaire régional organisé mardi à Constantine.

Les participants à cette rencontre, organisée par la Direction générale du Domaine national à la résidence universitaire "Lalla Fatma Nsoumeur", à la circonscription administrative d'Ali Mendjeli, ont souligné que "l'avancement de la numérisation du secteur du Domaine national, à travers l'adoption des procédés de paiement électronique et l'introduction de nouvelles applications pour la gestion des usagers, a contribué à la modernisation de l'administration, à la simplification des procédures et à l'amélioration de la qualité du service public". Le chef de l'exécutif local, Abdelkhalek Sayouda, a déclaré à l'ouverture de la rencontre que le projet de numérisation, en Algérie, a permis à ce secteur de devenir "numérique par excellence", permettant ainsi d'abandonner les transactions papier, de réduire l'énorme volume de papier et d'en finir

avec la surcharge de ses structures, soulignant que cette étape s'inscrit en droite ligne de la politique de transformation numérique visant à libérer l'administration algérienne des méthodes traditionnelles de traitement. "La mise en œuvre du projet de numérisation a permis d'enregistrer et de contrôler les registres d'inventaire des biens, tout en activant des mécanismes visant à les protéger contre l'empiètement et l'exploitation illégale, ainsi que d'économiser des efforts et du temps grâce aux multiples applications qui soutiennent l'exécution des opérations administratives et de service, ce qui permet d'obtenir de meilleurs résultats dans toutes les procédures et tous les services fournis", a-t-il ajouté. Pour sa part, le directeur régional du Domaine national à Constantine, Halim Aber, a expliqué, dans une intervention intitulée "La transformation numérique ef-

fective dans le domaine de la gestion des usagers et l'amélioration de l'efficacité dans la performance", que tous les documents cadastraux ont été "numérisés à 100%", et souligné que grâce aux applications utilisées, toutes les informations et les extraits liés aux documents fonciers et cadastraux sont désormais livrés automatiquement et en temps réel. Il a également souligné que la conservation foncière de Constantine, en tant que structure régionale, renferme des archives et 289.717 actes de propriété datant d'une période antérieure au 1er mars 1961 pour sept (7) wilayas de l'Est du pays. L'ancienneté et la fragilité de ces documents nécessite un traitement spécial pour assurer leur préservation, a-t-il ajouté, notant cependant que 10.581 titres, 381 livres de comptes et 75.000 actes de propriété datant des années antérieures à 1961 ont été numérisés.

MILA

530 millions DA pour consolider les versants de Beni Haroun surplombant la RN-27

Le secteur des travaux publics à Mila a bénéficié d'une enveloppe financière de 530 millions DA pour le projet de consolidation des versants surplombant la RN-27 dans la région de Beni Haroun, apprend-on mardi des services de la direction locale de ce secteur. Dans une déclaration à l'APS, le chef du service d'entretien et exploitation des routes de cette direction, Mohamed Seghir

Boukerira, a indiqué qu'il sera procédé dans le cadre de ce projet retenu au titre de l'exercice 2024 au soutènement des versants à Beni Haroun dans la commune de Hamala sur une distance de 400 mètres pour prévenir les éboulements de rochers et de terre sur la RN-27 et protéger ses usagers. Le même cadre a souligné que des éboulements sont souvent provoqués au niveau de ce tronçon à la suite des

intempéries menaçant la sécurité des usagers de la route et perturbant la circulation ce qui a nécessité l'inscription de cette opération pour traiter ce problème. L'étude de ce projet touche à sa fin, a ajouté le même cadre en indiquant que les services de la direction des travaux publics sont en train de préparer le cahier de charges et autres procédures administratives avant la publication de l'appel

d'offres puis le lancement de la réalisation qui devra avoir lieu "avant la fin du premier semestre en cours". Les dernières chutes de pluies avaient causé des éboulements de rochers sur ce tronçon perturbant la circulation et nécessitant l'intervention de la subdivision des travaux publics de la daïra de Grarem Gouga pour dégager la route, rappelle-t-on.

LAGHOUAT

Promouvoir la filière des viandes rouges pour répondre aux besoins du marché national soulignée

Le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmi, a souligné, mardi à Laghouat, l'importance de promouvoir la filière des viandes rouges en vue de répondre aux besoins du marché national. S'exprimant lors d'une rencontre régionale sur "les mécanismes de contrôle et de régulation des marchés à bestiaux", M. Dilmi a indiqué que "la promotion de la filière des viandes rouges revêt une importance considérable pour satisfaire les besoins du marché national et réduire la dépendance aux importations". Dans cette optique, les pouvoirs publics s'engagent à développer le cheptel, qui constitue l'un des piliers de l'économie nationale, en mettant en place des mesures visant à réguler l'approvisionnement du marché et à préserver les races locales, a-t-il ajouté. M. Dilmi a, par ailleurs, souligné que l'UNPA, en coordination avec la Chambre

nationale d'agriculture (CNA), a établi un programme consistant à organiser des rencontres régionales regroupant des agriculteurs, éleveurs et marchands de bestiaux, afin de débattre des moyens de promouvoir la filière des viandes rouges et d'assurer un approvisionnement suffisant du marché national. S'agissant de l'amélioration de la qualité et l'augmentation de la productivité, le même intervenant a insisté sur l'importance d'intensifier l'appui scientifique, la préservation des races locales, ainsi que l'encouragement de l'investissement dans la filière. Le SG de l'UNPA a également proposé de relancer cette filière, conformément à une vision stratégique axée sur le développement de l'élevage ovin, bovin et camelin, à travers l'accompagnement et le soutien des professionnels du secteur. Pour sa part, le président de la CNA, Mohamed Yazid Hambli, a indiqué que l'Algérie mène une

véritable bataille pour atteindre la sécurité alimentaire, précisant que cet objectif repose sur une volonté politique ferme, faisant de l'agriculture un secteur prioritaire, avec un plan d'urgence visant à moderniser cette activité stratégique. Cette tendance a été réaffirmée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans son discours à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la création de l'UNPA, où il a donné des directives pour le développement du secteur agricole, notamment celles visant à relancer la production nationale de viandes rouges. Cette rencontre régionale, qui s'est déroulée à la maison de la culture Abdellah-Benkeriou de Laghouat, en présence des représentants des wilayas du Sud-est, est la quatrième du genre organisée par l'UNPA en coordination avec la CNA sur la régulation de l'élevage et la production de viandes rouges.

Si Donald Trump tient ses promesses, l'économie mondiale risque de tanguer

Droits de douane, immigration, baisse des prix de l'énergie... Les premières mesures du président américain sont particulièrement attendues.

Par Gérard Horny

Une chose étonnante était déjà certaine le 20 janvier, date de l'entrée à la Maison-Blanche de Donald Trump. Dès le premier jour de son mandat, avant même la publication de ses premiers décrets, le nouveau président des États-Unis avait atteint son objectif! Il voulait «rendre à l'Amérique sa grandeur» («make America great again»): c'est déjà fait. L'Amérique que Joe Biden lui laisse a rarement été aussi dominatrice sur la scène internationale. La croissance est soutenue, avec une hausse du PIB de 3,1% en rythme annuel au troisième trimestre 2024, selon les derniers chiffres publiés, un taux de chômage qui a légèrement remonté mais se situait toujours au niveau très faible de 4,1% de la population active en décembre dernier, et un marché boursier qui a battu record sur record au cours des derniers mois. Après avoir progressé plus vite que ceux des actions européennes en 2023, les cours des actions américaines ont encore creusé l'écart en 2024. On estime maintenant que les valeurs américaines pèsent pour environ 70% de la capitalisation boursière mondiale. Ce n'est pas fini: tous les grands investisseurs veulent avoir en portefeuille des actions Apple, Nvidia ou Microsoft. Quant au dollar, il a rarement été aussi fort, très près de la parité avec l'euro.

La démagogie coule à flots

Pourtant, les Américains ne sont pas vraiment satisfaits, ainsi que le montre leur vote sans équivoque pour Donald Trump. Les raisons en sont connues: tout au long des trois dernières décennies, la croissance de l'économie a pour l'essentiel profité à une minorité de personnes, le pouvoir d'achat des ouvriers a peu progressé et la récente poussée des prix a attisé le mécontentement. Donald Trump a surfé sur la vague et, paradoxalement, c'est donc maintenant à une poignée de milliardaires que le peuple américain confie le soin d'améliorer son sort. Au cours de la campagne, la démagogie a coulé à flots et cela va continuer. Premiers visés: les immigrés, qui prennent le travail des vrais Américains et tirent les salaires vers le bas. Le nouveau président a promis que dès ce mardi 21 janvier, des arrestations massives de migrants illégaux auront lieu, en vue de leur expulsion. Mais l'ampleur du problème est telle qu'on voit mal comment il pourrait être résolu rapidement. En 1954, sous la présidence Eisenhower,



l'opération Wetback avait conduit à l'expulsion de près de 1,1 million de migrants, principalement des Mexicains. Aujourd'hui, selon le Pew Research Center, les migrants illégaux seraient environ 11 millions aux États-Unis et 8,3 millions d'entre eux travailleraient. Ne parlons pas des problèmes «humains» que poserait l'expulsion de 11 millions de personnes, le terme «humain» semblant appartenir à un lointain passé. Mais on voit tout de suite la difficulté qu'il peut y avoir à identifier autant de personnes, à les interpeller, les rassembler, les reconduire aux frontières. Le bilan final de ces opérations a de fortes chances d'être très éloigné de l'objectif de départ. Ce qui serait sans doute préférable pour les Américains eux-mêmes.

Des risques pour l'activité économique

Les représentants du Parti républicain ironisent dans les médias sur tous ceux qui, en dénonçant ces projets d'expulsions, défendraient en fait le droit de patrons peu scrupuleux à exploiter honteusement des travailleurs sous-payés. Il est vrai que les conditions de travail et les rémunérations de ces travailleurs non déclarés sont souvent indignes, mais que se passerait-il si ces 8,3 millions de travailleurs étaient obligés de quitter leur poste? Les citoyens américains et les migrants en règle avec l'administration se préci-

pitieraient-ils pour prendre leur place? Le feraient-ils dans les mêmes conditions? Si le président Trump mettait ses menaces à exécution, il s'ensuivrait fatalement un ralentissement de l'activité et/ou une hausse des prix dans de nombreux secteurs, notamment l'alimentation et la restauration. Il n'est pas certain que ses électeurs apprécieraient. On sait que pour Donald Trump, l'ennemi n'est pas seulement à l'intérieur, il est aussi à l'extérieur. Une étude menée par des universitaires américains montre que le renvoi d'un demi-million de migrants illégaux sous la présidence Obama avait conduit à la perte de 44.000 emplois pour des travailleurs nés aux États-Unis. En gros, chaque fois que l'on renverrait 11 migrants illégaux, un Américain perdrait son job... D'autres études conduisent à des résultats assez proches. Mais on sait que pour Donald Trump, l'ennemi n'est pas seulement à l'intérieur, il est aussi à l'extérieur: il s'agit de tous ces pays étrangers qui profitent de l'ouverture des frontières et de monnaies sous-évaluées pour inonder les États-Unis de marchandises à bas coût, Chine en tête. D'où le projet d'instaurer des droits de douane supplémentaires de 60% sur les produits chinois, de 25% sur ceux en provenance du Canada et du Mexique et de 10% ou 20% sur ceux du reste du monde. Une bonne idée? Ce n'est pas certain, pour de multiples raisons.

La hausse des droits de douane, un jeu perdant-perdant

D'abord, il n'est pas sûr que les États-Unis soient en mesure de produire les biens qu'ils achètent actuellement à l'étranger: des droits élevés sur les produits chinois peuvent entraîner simplement un déplacement des flux de marchandises au niveau international. Si, par ailleurs, Donald Trump prend d'autres mesures, dans le domaine fiscal par exemple, pour stimuler encore un peu plus l'activité, il est fort possible que les importations resteront élevées, voire augmenteront, et que le déficit commercial gonflera encore. Par ailleurs, des droits de douane plus élevés signifient des prix plus élevés à la consommation, à moins que les importateurs acceptent de réduire leurs marges, ce qui paraît peu probable dans une économie dynamique. Enfin, frapper les importations en provenance du Mexique et du Canada, c'est pénaliser les entreprises américaines qui y ont établi des unités de production et c'est risquer de payer plus cher le pétrole canadien, dont les États-Unis sont le premier acheteur. La manœuvre paraît d'autant plus risquée qu'elle entraînerait forcément des mesures de rétorsion.

Source : Slate.fr

TUNISIE

Fermeture de 41 sites industriels en 2024, principalement dans le gouvernorat de Sfax

Selon le dernier recensement effectué par l'APII, le tissu industriel tunisien compte 4661 entreprises opérationnelles dans l'industrie en 2024, contre 4702 à la fin de 2023 et 5333 il y a 5 ans. Les 41 entreprises qui ont fermé en 2024 sont pour l'essentiel des unités concernées par le marché local (Entreprises autres que totalement exportatrices ou ATE). Par ailleurs, le tissu des entreprises totalement exportatrices (TE) n'a pas changé, la fermeture a concerné les usines dans les secteurs du textile & habillement (-11), dans l'industrie de la chaussure (-5) et la chimie (-4) ayant été compensé par la création de nouvelles entreprises industrielles dans l'électricité & électronique (+14) et l'agroalimentaire (+10). En effet, outre les industries du textile et du cuir, ce sont les industries des matériaux de construction qui affichent en 2024 les disparitions de sites industriels les plus importantes : -17 entreprises par rapport à 2023 et -97 depuis l'année 2019 soit, le taux de déperdition le plus élevé des cinq dernières années. L'industrie tunisienne qui occupait 533,6 milliers de personnes à la fin de 2023 n'en occupait à la fin de l'année dernière que 526,0 mille soit, une perte de plus de 7500 emplois. La désindustrialisation de la Tunisie est particulièrement importante dans la région de Sfax. À lui seul, le gouvernorat de Sfax enregistre plus de la moitié des fermetures d'usines : -28 sur les 41 sites pour toute la Tunisie. La région du Grand Tunis est la deuxième région la plus sinistrée avec la fermeture de 16 entreprises industrielles depuis l'an dernier. En revanche, le Sud Tunisien affiche en 2024 la création de 12 nouvelles unités industrielles, la plupart localisées à Gafsa, Kébili et Tozeur.

SELON LES DIRIGEANTS DU REFF

Le secteur immobilier saoudien est prêt pour la croissance

Les leaders du secteur, les décideurs politiques et les investisseurs se sont réunis lors du Forum sur l'avenir de l'immobilier (REFF) à Riyad, où des annonces clés ont mis en évidence l'importance que l'Arabie saoudite accorde au développement immobilier, aux stratégies d'investissement et à l'expansion du tourisme.

S'appuyant sur ces initiatives, le gouverneur de la région d'Asir, le prince Turki Ben Talal, a révélé que le Fonds d'investissement public (PIF) avait neuf projets en cours de développement, dont quatre ont déjà été lancés et cinq sont en cours de réalisation. "Les plus grands projets du PIF dans le Royaume se trouvent dans la région d'Asir", a déclaré le gouverneur, ajoutant que cela s'accompagne d'un portefeuille d'investissement évalué à 30 milliards de riyals saoudiens (7,9 milliards de dollars). En ce qui concerne l'hôtellerie, le gouverneur a souligné que la province d'Asir compte actuellement entre 6 000 et 8 000 chambres d'hôtel approuvées et autorisées. Dans la foulée, il a également annoncé que le ministère des Sports a officiellement reconnu la candidature de sa capitale Abha à la Coupe du monde comme étant la meilleure du Royaume. Parallèlement, le prince Saud Ben Talal,

gouverneur d'Al-Ahsa et directeur général par intérim de l'Autorité de développement d'Al-Ahsa, a présenté des plans d'expansion du secteur hôtelier dans la région. "Nous avons dans notre pipeline plus de sept ou huit hôtels et plus de 25 gîtes ruraux. Parmi les principaux développements, on compte trois hôtels cinq étoiles : Hilton, Radisson Blu et Hilton Garden Inn", a-t-il déclaré. Le ministre saoudien du Tourisme, Ahmed Al-Khateeb, a souligné la croissance rapide du secteur de l'hôtellerie, révélant que le Royaume compte actuellement 475 000 chambres d'hôtel, avec des projections pour atteindre 675 000 d'ici à 2030. En ce qui concerne l'hyper-tourisme, il a évoqué l'impact de l'expansion de l'aéroport international du roi Salmane et de Riyadh Air, prévoyant qu'au moins 50% du tourisme du Royaume sera centré sur la capitale, tout en assurant que les efforts ne pousseront pas ce chiffre au-delà de

80-90%. Le projet d'extension de l'aéroport international du roi Salmane constitue une étape clé dans la croissance de l'aviation en Arabie saoudite, qui s'aligne sur les objectifs de la Vision 2030 du pays. La première phase de l'extension du terminal 1 de l'aéroport international du roi Khalid de Riyad a été inaugurée le 8 janvier, augmentant la capacité de l'aéroport pour accueillir jusqu'à 7 millions de passagers par an. Cette phase fait suite à l'achèvement des terminaux 3 et 4 en novembre 2022. L'aéroport a toujours été reconnu comme le centre le plus performant du Royaume, respectant les normes les plus strictes en matière de conformité et d'exploitation. Dans le secteur financier, le président de l'Autorité du marché des capitaux, Mohammed el-Kuwaiz, a souligné l'importance croissante accordée au marché de l'investissement immobilier en Arabie saoudite.

MAURITANIE

Nouakchott veut mobiliser 2,4 milliards \$ pour un accès universel à l'électricité

À l'instar de plusieurs autres pays africains, la Mauritanie possède suffisamment de ressources renouvelables pour sécuriser son approvisionnement en énergie, satisfaire sa demande intérieure tout en se positionnant comme un important acteur du marché. Lors du Sommet Mission 300 à Dar es Salaam, la Mauritanie a présenté un ambitieux plan pour atteindre un accès universel à l'électricité. S'appuyant sur ses vastes ressources renouvelables, le pays cherche à mobiliser 2,4 milliards \$ pour transformer son paysage énergétique. Le ministre des Finances Sid'Ah-

med Ould Bouh (à gauche sur la photo), et le ministre de l'Énergie Mohamed Ould Khaled (à droite), ont détaillé le plan visant la construction de centrales électriques, l'expansion des infrastructures de transport et de distribution, et le développement de l'électrification rurale, soulignant que la moitié du financement nécessaire, soit 1,2 milliard \$, devrait être couvert par des investissements privés. L'annonce de cet ambitieux plan à l'occasion de ce sommet n'est pas anodine. Mission 300, une initiative collective visant à fournir l'électricité à 300 millions d'Afri-

cains d'ici 2030, offre en effet une plateforme stratégique pour attirer des financements innovants et catalyser des solutions renouvelables. La Mauritanie est confrontée à une dépendance structurelle aux combustibles fossiles, qui représentent la majeure partie de son approvisionnement énergétique. En 2021, près de 48 % de sa population n'avait pas accès à l'électricité, avec une consommation par habitant bien inférieure à la moyenne mondiale. Cependant, le pays dispose d'un potentiel renouvelable considérable. Ses ressources solaires et éoliennes, parmi les plus compéti-

tives en Afrique, pourraient réduire significativement sa dépendance aux importations de combustibles fossiles, qui ont coûté près de 10% du PIB en 2019. Ce potentiel pourrait également répondre aux besoins énergétiques croissants du secteur minier, qui représente plus de 25% des recettes budgétaires et dépend encore largement du diesel. En exploitant ces ressources, le pays pourrait non seulement répondre à ses besoins domestiques, mais aussi devenir un acteur majeur dans l'exportation d'hydrogène vert, une énergie propre en forte demande à l'échelle mondiale.

EGYPTE

Telecom Egypt renforce ses capacités sur le câble 2Africa

L'opérateur historique égyptien veut diversifier ses services dans un contexte de transformation numérique accélérée. L'entreprise investit considérablement dans son infrastructure télécoms. La société publique Telecom Egypt a annoncé avoir établi une connexion sous-marine méditerranéenne sur le câble 2Africa avec le soutien technique de la société technologique américaine Cisco. L'opérateur renforce ainsi son infrastructure numérique pour mieux répondre à la demande croissante de capacités pour les nouveaux services. « La croissance exponentielle des applications gourmandes en capacité,

telles que les services cloud et l'intelligence artificielle (IA) dans la région, alimente la demande pour une capacité accrue des réseaux sous-marins. Cela nécessite des systèmes de transmission cohérents et performants. Ce projet permet à Telecom Egypt de maximiser le potentiel de ses actifs sous-marins sur le câble 2Africa », a déclaré l'opérateur historique dans un communiqué. Cette initiative intervient dans un contexte de transformation numérique où les opérateurs télécoms en Afrique diversifient leurs activités pour assurer leur croissance pour les années à venir. Selon les données de Statista, la taille

du marché égyptien de l'IA devrait atteindre 1,16 milliard \$ en 2025 et afficher un taux de croissance annuel composé de 27,85 %, soit un volume de marché de 3,97 milliards \$ d'ici 2030. La plateforme indique également que le chiffre d'affaires du marché du cloud public devrait s'élever à 929,40 millions \$ en 2025, avant de croître à un taux annuel composé de 25,47 %, atteignant 2,3 milliards \$ d'ici 2029. Cependant, les ambitions de Telecom Egypt dans les segments de l'intelligence artificielle et du cloud computing pourraient être freinées par une concurrence accrue sur ces marchés

en pleine expansion. Par exemple, le géant technologique américain Microsoft prévoit d'investir 80 milliards de dollars d'ici 2025 dans des centres de données dédiés à l'IA sur plusieurs marchés, y compris en Afrique. De plus, des opérateurs de centres de données, fournissant entre autres des services de cloud, investissent en Égypte. Intro Technology et Oman Data Park se sont engagés, en octobre, à investir 450 millions \$ pour construire un centre de données. Les sociétés Khazna Data Centers et Benya Group ont également prévu d'investir 250 millions \$.

EN AFRIQUE

Les auto-entrepreneurs et les micro-entreprises génèrent 84% des emplois

Le rapport souligne que le tissu entrepreneurial du continent est largement dominé par des entreprises de petite taille et informelles, qui ont un niveau de productivité structurellement faible et un accès limité aux capitaux.

Les micro-entreprises et les entités fondées par des auto-entrepreneurs, dont l'écrasante majorité évolue dans le secteur informel, fournissent 84% du total des emplois sur le continent africain, selon un rapport publié le 13 janvier 2025 par la Banque mondiale. Intitulé « Estimating the number of firms in Africa », le rapport s'appuie sur une méthodologie qui combine plusieurs sources de données, dont des recensements effectués par des institutions multilatérales telles que la Base de données de la Banque mondiale sur l'entrepreneuriat (WBED), les registres nationaux des entreprises et les enquêtes nationales sur l'emploi et les ménages, qui sont plus largement disponibles en Afrique. Alors que les données collectées varient d'un pays à l'autre, en ce qui concerne la définition de la taille des entreprises et de leur statut formel ou informel, les auteurs du rapport se sont basés sur la somme des personnes déclarant être des employeurs pour estimer le nombre total des entreprises dans chaque pays et à l'échelle continentale. Ce calcul est facilité

par la disponibilité des données sur les employeurs, les salariés et les travailleurs exerçant pour leur propre compte auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT). Grâce à la compilation des diverses données disponibles, la Banque mondiale a estimé le nombre total des entreprises qui opéraient sur le continent en 2020 à 244,4 millions. La grande majorité de ces entreprises, en l'occurrence plus de 231,6 millions, sont des entités fondées par des auto-entrepreneurs (entreprise dont le propriétaire est l'unique employé, que l'on appelle souvent un travailleur autonome). Le reliquat (environ 12,7 millions) est constitué d'entreprises qui emploient des travailleurs. Celles-ci sont réparties en quatre catégories : micro-entreprises (moins de 5 employés), petites entreprises (5-19 employés), moyennes entreprises (20-100 employés) et grandes entreprises (plus de 100 employés). Dans le détail, le nombre des entités commerciales lancées par des auto-entrepreneurs représente 64% du total de la main-d'œuvre sur le conti-

ment. Si l'on exclut ces auto-entrepreneurs, le nombre des micro-entreprises se chiffre à 10,5 millions d'entités qui occupaient 20 % de la main-d'œuvre. Les petites entreprises, dont le nombre a été estimé à 1,5 million, employaient 3% de la main-d'œuvre alors qu'on dénombrait quelque 603 000 entreprises de taille moyenne fournissant 6% du total des emplois à l'échelle continentale. Il existait également 102 000 grandes entreprises employant 7% de la main-d'œuvre. Sur un autre plan, 94% des entreprises fondées par des auto-entrepreneurs sont informelles. Ce taux d'informalité baisse à 73% au niveau des entreprises qui emploient des travailleurs. Une ventilation plus poussée montre que l'informalité tend à diminuer proportionnellement à l'augmentation de la taille des entreprises. Elle se situe, en effet, à hauteur de 87% dans les rangs des micro-entreprises, contre 14% pour les petites entreprises, 2% pour les moyennes entreprises et 1% seulement pour les grandes entreprises.

KENYA

Le comté de Homa Bay abritera une nouvelle sucrerie de 12 millions \$

Au Kenya, la consommation de sucre est la deuxième plus importante en Afrique de l'Est derrière l'Éthiopie. Alors que le pays dépend à hauteur de 40 % des importations pour ses besoins, les perspectives d'investissement dans la production locale sont prometteuses pour les opérateurs privés. Au Kenya, un consortium formé par des entreprises européennes et asiatiques prévoit d'établir une unité de production de sucre dénommée « MuwarizikiSugarMillers Limited », sur un

site basé à Rangwe, dans le comté de Homa Bay. L'information est rapportée le dimanche 26 janvier par le quotidien local Business Daily Africa. D'un coût total de 1,5 milliard de shillings (11,52 millions \$), l'installation sera dotée d'une capacité de traitement de 1 250 tonnes par jour de canne à sucre, extensible à 1 500 tonnes. Ce projet intègre aussi l'installation d'une distillerie capable de produire 20 000 litres d'éthanol par jour et d'une centrale de cogénération d'électricité de 3 MW

à partir de la bagasse (sous-produit fibreux obtenu après l'extraction du jus de la canne à sucre). Pour son approvisionnement en matière première, la sucrerie compte développer sa propre plantation de canne à sucre, mais aussi s'appuyer sur un réseau de fournisseurs locaux basés dans les zones environnantes du sous-comté de Rangwe. L'installation, une fois opérationnelle, devrait contribuer à accroître la production de canne à sucre dans le comté de

Homa Bay qui concentre environ 6 % des surfaces de culture au Kenya qui sont évaluées à plus de 259 000 hectares par le Directoire du sucre en 2023. Plus largement, cet investissement devrait en outre permettre de renforcer la production locale de sucre encore insuffisante pour couvrir les besoins du marché intérieur. D'après la FAO, le pays d'Afrique de l'Est a importé 500 000 tonnes de la denrée en 2023/2024 pour combler son déficit de production.

« Le partenariat avec la SFI nous permet de tirer parti de sa vaste expérience et de ses ressources pour atteindre nos objectifs de croissance et produire des vêtements de haute qualité, créant ainsi des emplois durables et favorisant une économie locale florissante », a déclaré OmprakashShukla, président de Royal Apparel Group. Rappelons qu'au Kenya, l'industrie textile et de l'habillement est le principal moteur d'emploi dans le secteur manufacturier. Malgré son rôle clé, le pays est le plus grand importateur africain de vêtements d'occasion, avec des achats s'élevant à 218 millions de dollars en 2021, selon la plateforme TexPro.

BURKINA FASO

Un nouveau dépôt de carburant pour assurer la sécurité énergétique

Le Burkina Faso, grand importateur de produits pétroliers, se fait livrer notamment des volumes de gasoil et d'essence en provenance de son voisin, le Niger, également fournisseur du Mali. Le dimanche 26 janvier, Jean Emmanuel Ouédraogo, le Premier ministre du Burkina Faso, a inauguré une unité de stockage de carburant d'une capacité de 104 000 m³ à Péné, dans la région des Hauts-Bassins, à l'ouest du pays. Financée à hauteur de 32 milliards FCFA (environ 51 millions de dollars) et

construite sur une superficie de 100 hectares, cette installation devrait permettre au Burkina Faso de renforcer ses approvisionnements en super, en gasoil et en diesel dutyoil (DDO). « Cette installation marque non seulement une avancée décisive vers la modernisation de notre secteur énergétique, mais aussi l'affirmation de la souveraineté énergétique du Burkina Faso », a déclaré Wendpanga Aimé Nongkouni, le directeur général de la Société Nationale Burkinabè d'Hydrocarbures (SONABHY), lors de la cérémonie d'inauguration.

Jusqu'à présent, le Burkina Faso disposait de trois unités de stockage de carburant à Bobo-Dioulasso, Bingo et Péné. Face à la croissance de la demande nationale, le pays a lancé plusieurs projets d'extension de ces unités de stockage. Des projets d'unités de stockage d'hydrocarbures sont prévus également à Kaya, Ouaga Est, Pô, Koupéla et Bingo. Ces initiatives devraient aider le Burkina Faso à mieux affronter les défis de pénurie de carburant souvent posés par le déficit d'unités de stockage. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du

plan stratégique de la SONABHY pour la période 2023-2027, visant à renforcer les capacités en produits pétroliers liquides et à répondre aux besoins énergétiques futurs du Burkina Faso. Selon les données de Trade Economics, les produits pétroliers ont été la principale importation du Burkina Faso en 2022, avec un coût total de 1,19 milliard de dollars pour l'État. Par ailleurs, des chiffres publiés par Statista en janvier 2024 indiquent que les importations de combustibles fossiles ont atteint 1,36 milliard de dollars en 2021.

KENYA

La SFI investit 15 millions \$ dans l'industrie du textile

Cette institution du Groupe de la Banque mondiale renforcera la capacité de production de Royal Apparel Group, fondé en 2010. La Société financière internationale (SFI) annonce un financement de 15 millions de dollars dans Royal Apparel Group, un producteur de vêtements kényan axé sur l'exportation. Ce prêt, dont 10 millions de dollars proviennent du compte de la SFI et 5 millions de dollars du Fonds Canada-IFC pour l'égalité des sexes, la résilience, les opportunités et l'inclusion (Canada GROW), soutiendra la stratégie d'expansion de l'entreprise. Elle comprend « la construction d'une nouvelle usine selon des normes environnementales tout en créant des milliers de nouveaux emplois, en mettant l'accent sur les femmes », indique la SFI dans son communiqué. L'entreprise mettra en œuvre des méthodes de production avancées telles que l'automatisation, pour renforcer sa compétitivité. L'usine permettra de créer environ 3700 emplois, et sera certifiée EDGE (un outil de certification développé par la SFI) avec des machines à haut rendement énergétique et des sources d'énergie renouvelables.

« Le partenariat avec la SFI nous permet de tirer parti de sa vaste expérience et de ses ressources pour atteindre nos objectifs de croissance et produire des vêtements de haute qualité, créant ainsi des emplois durables et favorisant une économie locale florissante », a déclaré OmprakashShukla, président de Royal Apparel Group. Rappelons qu'au Kenya, l'industrie textile et de l'habillement est le principal moteur d'emploi dans le secteur manufacturier. Malgré son rôle clé, le pays est le plus grand importateur africain de vêtements d'occasion, avec des achats s'élevant à 218 millions de dollars en 2021, selon la plateforme TexPro.

BOURSE ZURICH

Le SMI s’apprête à se lever du bon pied

La Bourse suisse s'apprêtait à se réveiller dans le vert mercredi après avoir clôturé la veille en zone positive pour la onzième fois consécutive. Les observateurs du marché suivront de près aujourd'hui la réunion du Comité politique de la Fed ainsi que l'annonce du taux directeur de la Banque du Canada. En Suisse, sur le front des résultats d'entreprises, Lonza dévoilait une performance en repli l'an dernier.

Les indices européens devraient ouvrir en légère hausse ce matin dans le sillage du rebond de Wall Street hier soir après le 'sell off' de lundi alimenté par l'émergence de la startup d'IA chinoise DeepSeek. La tendance devrait cependant être volatile après les résultats mi-figue mi-raisin de LVMH et avant la réunion de la Fed", opinait John Plassard dans son commentaire boursier journalier. La veille, les principaux indices américains ont tenté ce rebond suite au "sell off" de lundi qui a vu plus de 1000 milliards de dollars de capitalisation boursière s'envoler aux États-Unis. "L'engouement autour de Deep-Seek est tellement impressionnant que la startup chinoise en matière d'IA a suscité dans la presse des comparaisons avec le moment Spoutnik de 1957, lorsque le lancement d'un satellite par l'Union soviétique a choqué les États-Unis et les a poussés à réagir sur le plan technologique", relève l'ana-

lyste de Mirabaud Banque. Les investisseurs attendaient mercredi la publication de la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed), après la réunion de son Comité de politique monétaire (FOMC) entamée mardi, prévue vers 19h00 GMT. Ils anticipaient que la Fed devrait laisser ses taux inchangés pour sa première décision depuis le retour à la Maison Blanche de Donald Trump. "Le marché de l'emploi américain reste sain, la croissance américaine robuste, les bénéfices encourageants, les dépenses de consommation élevées et l'inflation donne des signes d'accélération", notait l'experte de Swissquote Ipek Ozkardeskaya. Cependant, la dernière enquête auprès des consommateurs a montré que les Américains perdent confiance dans l'économie, qu'ils disent que les emplois sont plus difficiles à trouver, que les revenus devraient moins augmenter et que les conditions com-

merciales ne semblent pas aussi encourageantes qu'elles ne l'étaient il y a quelques mois, contrebalançant-elle. "La Fed est donc coincée entre un rocher et Donald Trump." L'annonce du taux directeur de la Banque du Canada était elle prévue en fin d'après-midi. A 08h05, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär laissait augurer une ouverture en hausse de 0,17% à 12'476,84%, dans le sillage d'un bouclement de séance mardi sur un gain de 0,31%. La grande majorité des valeurs vedettes se paraient de vert, en hausse d'environ 0,2%. Logitech affichait les gains les plus importants (+3,74%). Le fabricant de périphériques électroniques a connu un troisième trimestre solide tant au niveau du chiffre d'affaires que des bénéfices. Ses revenus ont progressé de 7% à 1,34 milliard de dollars,

tandis que son bénéfice net (non Gaap) est resté quasiment stable à 241,5 millions. Seuls les groupes Lonza (-1,07%) et Richmond (-0,74%) étaient en recul. Le sous-traitant pharmaceutique bâlois a enregistré une performance en repli l'an dernier, ses revenus ayant fléchi de 2,1% à 6,57 milliards de francs suisses. Subissant une contraction de ses ventes, Lonza a également vu son bénéfice net se contracter en l'espace d'un an à 637 millions, contre 655 millions en 2023. Hors SMI, le vert était également de mise, sauf pour Rieter (-3,83%) et Swatch (-0,74%). Le constructeur de machines textiles a accusé un recul de ses revenus, de 39% à 859,1 millions de francs suisses sur un an, au cours de son exercice 2024, alors que les entrées de commandes ont de leur côté progressé, selon les chiffres préliminaires publiés mercredi.

Les marchés en Asie rassurés par le rebond de la Tech à Wall Street

La Bourse de Tokyo a évolué dans le vert mercredi, dans le sillage du rebond des valeurs technologiques à Wall Street, après le choc provoqué par le modèle chinois d'IA DeepSeek, alors qu'une bonne partie des Bourses asiatiques sont fermées en raison du Nouvel an lunaire. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a clôturé en progression de 1,02% à 39'414,78 points, et l'indice élargi Topix a pris 0,68% à 2775,59 points. Les marchés en Asie étaient encouragés par le regain de la Tech mardi à la Bourse de New York, après ses déboires de la veille. Le mastodonte américain des puces Nvidia a grimpé de 8,93% après s'être effondré lundi de près de 17% dans un climat de panique générale. Avec son nouvel agent conversationnel extrêmement performant, la start-up chinoise Deep-Seek a ébranlé l'ex-première capitalisation boursière mondiale en début de semaine et fait vaciller les certitudes des investisseurs. Bien que le projet DeepSeek "ait tendance à se concentrer sur l'impact négatif d'une vente massive de semi-conducteurs et de centres de données, de nombreuses industries devraient bénéficier de l'effet inverse", soulignent les experts de Tokai Tokyo Intelligence. Advantest, producteur d'équipements pour l'industrie des semiconducteurs et fournisseur de Nvidia, a grimpé de 4,36%, suivi dans son élan par Tokyo Electron (+2,34%) et Fujikura, qui fabrique des câbles pour centres de données (+1,67%). "Aujourd'hui, le sentiment a radicalement changé: l'idée dominante est qu'une IA plus abordable pourrait accélérer l'adoption de la

technologie, ce qui pourrait profiter à l'ensemble du secteur", observe Stephen Innes, analyste de SPI Asset Management. L'attention des investisseurs se tourne désormais vers la décision de la Réserve fédérale (Fed) sur les taux d'intérêt et les bénéfices des méga-capitalisations américaines.

Nouveau PDG pour Sony

Le titre du géant japonais du divertissement Sony a bondi de 3,78% à la Bourse de Tokyo après que l'entreprise a annoncé qu'il avait promu Hiroki Totoki au poste de PDG dans le cadre d'une réorganisation plus large de la direction. Actuel chef de la direction des opérations, chef des finances et président de Sony, M. Totoki, 60 ans, succédera ainsi à compter du 1er avril, à Kenichiro Yoshida, qui restera président du conseil d'administration, a déclaré le groupe dans un communiqué. Les cours du pétrole ont évolué en légère hausse, tirés par les déclarations de la Maison Blanche mardi sur l'application de droits de douane, dans un marché guettant les moindres évolutions sur les exportations libyennes. Vers 06h26 GMT, le baril de WTI américain était en légère baisse de 0,05% à 73,73 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord reculait de 0,17% à 77,36 dollars. Interrogée sur la question des droits de douane, la nouvelle porte parole de la Maison Blanche a confirmé la volonté de Donald Trump de les appliquer dès le 1er février pour le Mexique, le Canada, comme pour l'Union européenne et la Chine.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 29 Janvier 2025 Valeur : 31 Janvier 2025				
BASE	DEVICES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		135.0107135.0257
1	EUR	EURO		140.7082140.7508
1	GBP	POUND STERLING		168.1119168.1516
100	JPY	JAPANESE YEN		86.935486.9507
1	CNY	CHINESE YUAN		18.617018.6224
1	CHF	SWISS FRANC		149.1007149.1502
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.653493.6963
1	DKK	DANISH KRONE		18.847818.8515
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.264212.2680
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		11.959711.9656
1	AED	UAE DIRHAM		36.755636.7657
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.993335.9992
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.7779437.9685
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.103942.5271
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.475713.4772
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.438427.5793
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.39233.4029
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.3305176.3305

CAC 40

Résultats et banques centrales de nouveau en vue

La Bourse de Paris est attendue alors que les banques centrales et les résultats d'entreprise vont revenir au coeur des débats durant les prochaines 48 heures. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - échéance février - avance de 7,5 points à 7922 points, laissant entrevoir un timide rebond après le repli amorcé ces deux derniers jours. Après un début de semaine dominé par le séisme DeepSeek, les banques centrales vont revenir sur le devant de la scène dès aujourd'hui avec la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, attendue dans la soirée. En toute logique, la Fed devrait

conclure sa première réunion de l'année par une pause dans sa politique d'assouplissement et un 'statu quo' sur ses taux. Le marché estime ainsi à plus de 97% la probabilité d'un maintien des taux à leurs niveaux actuels, d'après le baromètre FedWatch de CME Group. 'La question centrale pour les membres du FOMC est de savoir si ce 'temps d'arrêt' doit se prolonger en une 'inaction' plus prolongée au vu de la résistance du marché de l'emploi et des à-coups rencontrés dans le processus de désinflation', explique Michael Brown, stratège chez Pepperstone. Critiquée de façon ouverte par Do-

nald Trump, la Fed devrait faire d'une certaine prudence ce soir et réitérer son approche dite 'dépendante des données', sans s'engager sur le calendrier des futures baisses de taux. Confrontée à une croissance en berne dans la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) devrait, pour sa part, opter pour une nouvelle réduction de ses taux directeurs demain, comme lors de ses trois précédentes réunions. Au-delà de l'abaissement du coût du crédit, les investisseurs espèrent surtout que Christine Lagarde fournira des indications sur la trajectoire à venir des taux et sur son impact positif au niveau de la conjoncture.

Les grands groupes technologiques Microsoft, Meta Platforms, Tesla et IBM doivent par ailleurs publier leurs résultats dans la soirée, avant d'être imités en cela par Apple et Intel demain. 'De solides publications de la part des Sept Magnifiques pourraient constituer le catalyseur espéré par les acheteurs, qui cherchent à se rassurer après leur récent regain de nervosité, et déclencher un rebond encore plus convaincant des actifs risqués', estime Michael Brown de Pepperstone. En Europe, la tendance est également animée par l'actualité des sociétés, le géant néerlandais des équipements pour l'industrie des

semi-conducteurs ASML ayant fait état ce matin de résultats de 4ème trimestre supérieurs aux attentes. La saison des résultats d'entreprises comme les annonces de politique monétaire pourraient néanmoins avoir du mal à supplanter les tensions commerciales dans l'esprit des investisseurs. Alors que Scott Bessent, le secrétaire américain au Trésor, a plaidé hier pour la mise en oeuvre de droits de douane 'universels' limités à 2,5% avant des hausses graduelles, Donald Trump s'est prononcé en faveur de mesures 'plus importantes'.

LA CROISSANCE DU PIB ESPAGNOL ATTEINT 3,2% EN 2024

Le gouvernement salue «un moment économique magnifique»

Dans ses prévisions envoyées fin 2023 à Bruxelles, le gouvernement espagnol avait parié sur 2% de croissance, en repli par rapport aux 2,7% de 2023. Il avait depuis révisé son objectif à la hausse.

L'activité est au beau fixe au sud des Pyrénées. La croissance économique espagnole a atteint 3,2% en 2024, grâce à une forte hausse des exportations et de la consommation, soutenue par le secteur touristique, selon une première estimation publiée mercredi par l'Institut national des statistiques (INE). Ce chiffre, atteint à la faveur d'un quatrième trimestre solide (+0,8%), est légèrement supérieur aux prévisions du FMI et de la Banque d'Espagne, qui tablaient sur 3,1%. Il confirme le dynamisme de l'économie espagnole, à rebours de la plupart de ses voisins européens. Dans ses prévisions envoyées fin 2023 à Bruxelles, le gouvernement espagnol avait parié sur 2% de croissance, en repli par rapport aux 2,7% de 2023. Il avait depuis révisé son objectif à la hausse, jusqu'à évoquer récemment une cible comprise entre 3,1% et 3,2%. «Nous connaissons un moment économique magnifique, dans un

contexte très complexe au niveau européen», avait déclaré mi-janvier le Premier ministre Pedro Sánchez, en saluant le chemin parcouru ces dernières années par l'Espagne, l'un des pays les plus affectés par la crise du Covid-19.

En tête du classement

Après avoir fortement souffert lors de la crise financière de 2008, le PIB espagnol avait traversé un violent trou d'air en 2020 (-10,9%) en raison de l'impact de la pandémie sur le secteur touristique, qui pèse pour près de 13% de l'économie espagnole. La quatrième économie de la zone euro a depuis remonté la pente, jusqu'à être placée en tête du classement 2024 des économies les plus performantes de l'OCDE par le magazine britannique «The Economist», devant l'Irlande et le Danemark. Selon l'INE, la croissance espagnole a été

tirée par les exportations, qui ont progressé de 3% en rythme annuel au quatrième trimestre, mais aussi par la consommation des ménages, qui a grimpé de 3,7% dans un contexte de ralentissement de l'inflation. Ce dynamisme a été particulièrement marqué dans le secteur des services, où l'activité a progressé de 3,9%, sur fond de fréquentation touristique record - l'Espagne ayant accueilli l'an dernier 94 millions de visiteurs étrangers, selon l'exécutif. «Le tourisme est un facteur important» mais ce n'est pas «le seul», avait précisé la semaine le ministre de l'Économie Carlos Cuerdo, en insistant sur l'apport positif du plan de relance européen mais aussi de l'immigration sur l'économie espagnole. Ces différents facteurs devraient permettre à l'Espagne d'avoir «à nouveau une croissance forte et robuste» en 2025, sans doute «supérieure aux 2,4%» prévus par le gouvernement, a-t-il ajouté.

SEMI-CONDUCTEURS «Année record» pour les ventes d'ASML

ASML, le géant néerlandais des équipements pour l'industrie des semi-conducteurs, a affiché mercredi une année 2024 «record» en termes de ventes, portée par l'intelligence artificielle. Son bénéfice net a toutefois baissé comparé à l'an dernier, dans un secteur perturbé par des tensions géopolitiques et une forte concurrence. ASML est satisfait de son année 2024. L'équipementier européen pour l'industrie des semi-conducteurs s'est réjoui ce mercredi dans un communiqué d'avoir «réalisé une nouvelle année record». Il a ainsi enregistré un chiffre d'affaires net total de 28,3 milliards d'euros. Soit mieux que ses prévisions à 28 milliards et en hausse comparé à l'an dernier (+2,6%). Sa marge brute est, elle, stable, à 51,3% pour la deuxième année consécutive. «Notre quatrième trimestre a été un record en termes de chiffre d'affaires, avec des ventes nettes totales de 9,3 milliards d'euros et une marge brute de 51,7 %, toutes deux supérieures à nos prévisions », s'est félicité Christophe Fouquet, président-directeur général du groupe, cité dans le communiqué. Le chiffre d'affaires enregistré sur le dernier trimestre est en effet le meilleur réalisé par ASML en 2024, les autres ayant été compris entre 5,3 et 7,5 milliards d'euros. Comparé à la même période l'année précédente, cela correspond même à un bond de +24%.

PROTECTION SOCIALE

Les dépenses dans l'UE sont restées stables

Quinze pays ont vu leurs dépenses augmenter, alors qu'en France, elles ont reculé, selon une étude de la Drees. Les dépenses liées aux prestations de protection sociale sont restées «quasi stables» dans l'UE en 2023 en euros constants (corrigés de l'inflation). C'est ce que tend à montrer une étude des services statistiques des ministères sociaux (Drees), réalisée à partir des données d'Eurostat. Après une baisse de 3,3 % en 2022, les dépenses se sont stabilisées (+0,1

%) avec toutefois une tendance haussière de +1,4 % par an entre 2012 et 2022. Quinze pays européens ont vu cependant ces dépenses en euros constants augmenter en 2023, notamment la Pologne (+8,2 %), la Slovaquie (+7,8 %) et Chypre (+5,9 %). Cette hausse s'explique en partie par l'inflation, qui a conduit certains États à mettre en place des mesures de soutien du pouvoir d'achat. La protection sociale a ainsi représenté 26.6 % du PIB en moyenne, soit 10.540 euros par ha-

bitant en parité de pouvoir d'achat. Ces chiffres cachent cependant d'importantes disparités géographiques. Les pays du Nord et de l'Ouest de l'UE consacrent généralement davantage de ressources à la protection sociale. À l'inverse, les pays du Sud enregistrent des niveaux de dépenses compris entre 13,2 % du PIB (Malte) et 28,1 % (Italie), tandis que ceux de l'Est y allouent des montants bien inférieurs. Des dépenses en baisse en France De son côté, la France a conservé son titre de

pays le plus dépensier en matière de protection sociale en Europe en 2023. Ces dépenses ont représenté 31,5 % du PIB, soit la part «la plus élevée» parmi les 27 pays de l'Union européenne. Cependant, en termes de dépenses par habitant, la France n'occupe que la cinquième place avec 12.960 euros en parité de pouvoir d'achat (PPA). Elle est devancée par le Luxembourg (20.840 euros), l'Autriche (13. 840 euros), l'Allemagne et le Danemark.

UN NOMBRE DE TOURISTES EN NET RECUL

Pourquoi Cuba fait moins rêver

La plus grande île des Caraïbes, frappée par plusieurs maux, voit sa fréquentation touristique reculer de 10%. Presque 10% de fréquentation en moins. Cuba a accueilli 2,2 millions de touristes en 2024, un chiffre en baisse par rapport à l'année précédente et en deçà des prévisions du gouvernement, a indiqué mardi l'Office national des statistiques (ONEI). «2 203 117 visiteurs internationaux ont été reçus jusqu'en décembre» sur l'île, soit 230 000 visiteurs de moins que l'année

précédente, a indiqué l'institution. C'est un fait : Cuba a désormais moins la cote. Si les Canadiens restent le premier contingent de touristes à visiter Cuba, ils ont été 8% en moins à se rendre sur l'île en 2024, tandis que les Cubano-Américains, qui occupent le deuxième rang, ont été également moins nombreux (-18%) à visiter le territoire. Les touristes russes ont été légèrement plus nombreux (+0,5%) qu'en 2023. Le nombre de visiteurs français reste faible, le pre-

mier contingent européen étant fourni par l'Espagne. Le tourisme, considéré comme un des moteurs économiques de l'île, peine à se relancer, malgré l'exemption de visa touristique accordée aux visiteurs chinois et l'ouverture d'une liaison aérienne avec Pékin. Le gouvernement communiste, qui a fortement investi dans la construction de grands hôtels ces dernières années, avait misé sur l'arrivée en 2024 de 3,2 millions de touristes.

Pannes d'électricité

Mais la lente reprise économique à la suite de la pandémie et la recrudescence des sanctions américaines ont entravé la relance du tourisme. En 2019, Cuba a accueilli jusqu'à 4,3 millions de touristes, dans le sillage du rétablissement des relations entre Cuba et les États-Unis en 2015. À cette époque, Washington avait notamment autorisé l'accostage de paquebots de croisière américains à Cuba et levé certaines restrictions,

ce qui avait facilité l'arrivée de touristes depuis les États-Unis, des mesures révoquées par Donald Trump lors de son premier mandat (2017-2021). Cuba souffre également d'une profonde crise énergétique qui a entraîné une série de pannes d'électricité générales entre octobre et décembre, provoquant l'annulation de séjours de visiteurs internationaux au cours des derniers mois de 2024.

AGRICULTURE

L'Europe propose de nouvelles taxes contre la Russie

Dans le but d'«affaiblir l'économie de guerre» de Moscou, la Commission européenne aimerait cibler de nouveaux produits agricoles et engrais russes importés sur le continent. La Commission européenne a proposé mardi d'imposer des droits de douane sur de nouveaux produits agricoles et engrais russes importés dans l'UE afin d'«affaiblir l'économie de guerre» de Moscou. Ces taxes viennent s'ajouter à celles imposées par l'UE au printemps. Ces taxes viennent s'ajouter à celles imposées par l'UE au

printemps qui visaient notamment les céréales, les oléagineux russes et leurs produits dérivés. «Ces droits de douane sont minutieusement calculés», a souligné le commissaire européen au Commerce, Marius Sefcovic. «Nous visons à affaiblir davantage l'économie de guerre de la Russie, tout en réduisant les dépendances de l'UE», a-t-il expliqué dans un communiqué. Bruxelles a précisé que ces mesures ne concerneraient pas le transit via l'UE de produits agricoles à destination de pays

tiers, en Afrique ou au Moyen-Orient par exemple, afin de «préserver la sécurité alimentaire mondiale». La Commission ne mentionne pas quels produits agricoles spécifiques ou engrais sont visés par ces nouvelles mesures. Elle assure toutefois qu'une fois adoptées par le Conseil, «toutes les importations agricoles en provenance de Russie seront soumises aux droits de douane de l'UE». Les produits agricoles du Bélarus, proche allié de Moscou, seront aussi visés. Fin mai, les 27 avaient déjà donné leur accord pour imposer des droits

de douane prohibitifs sur de premiers produits agricoles. Dans les différents trains de sanctions adoptées contre Moscou depuis 2022, les Européens avaient longtemps pris soin de ne cibler ni le secteur agricole, ni les engrais. Ils redoutaient de déstabiliser les échanges et de fragiliser la sécurité alimentaire de pays d'Asie et d'Afrique dépendant de l'agriculture russe. Une situation qui indignait Kiev, à l'heure où l'UE plafonnait ses importations de produits agricoles ukrainiens exemptés de droits de douane.

Les voitures électriques sont plus sûres, mais pas parce qu'elles sont électriques



Au crash-test, les voitures électriques obtiennent en moyenne de meilleures notes que les modèles thermiques. Mais les vraies raisons de ce constat n'ont rien à voir avec le type de leurs motorisations. Les modèles de chez Tesla et ceux des constructeurs chinois obtiennent régulièrement de très bonnes notes aux exercices du crash-test réalisés notamment par l'EuroNCAP chez nous. Ces tests permettent aussi de vérifier que les batteries des voitures ne prennent pas feu en cas d'accident, même s'il faut généralement des chocs bien plus violents que ceux pratiqués par les organismes pour arriver à ce genre de résultat. Mais ces modèles électriques sont-ils plus sûrs que les véhicules thermiques au global ? L'ANCAP, l'organisme équivalent de notre EuroNCAP mais pour la région de l'Australie et de l'Océanie, répond par l'affirmative. Parmi les 117 voitures thermiques testées par l'ANCAP depuis des années, 85% d'entre elles ont obtenu la note maximale de 5 étoiles. Au sein des 57 véhicules électriques éprouvés dans les mêmes conditions, la proportion de notes à cinq étoiles est elle de 89%. Mathématiquement, les voitures électriques obtiennent donc plus souvent la meilleure note que les voitures thermiques.

Pas les mêmes gammes de voitures

Mais comme l'expliquent les journalistes australiens de Drive, ces résultats légèrement meilleurs en moyenne chez les voitures électriques s'expliquent surtout par les gammes de modèles concernés et leur âge. En moyenne, ces voitures électriques sont plus récentes et évoluent dans des segments plus haut de gamme, ce qui aide évidemment à obtenir de meilleurs résultats. Chez nous en Europe, d'ailleurs, il est à noter que les trois meilleurs modèles dans la promotion de 2024 étaient thermiques (la Mercedes Classe E, la Volkswagen Passat et la Skoda Superb). De manière générale, en thermique comme en électrique, les nouveautés familiales du marché obtiennent quasiment systématiquement les cinq étoiles. Ce n'est généralement que sur le créneau des petites voitures bon marché que ces notes sont moins bonnes. Y compris chez les voitures électriques, sachant que la Renault 5 n'a pas réussi à obtenir ces cinq étoiles.

FUSION HONDA - NISSAN :

A quoi joue Mitsubishi ?

Nouveau rebondissement dans le regroupement annoncé entre Nissan, Honda et Mitsubishi : ce dernier semble déclinier l'invitation. Pourquoi le plus petit des trois préfère-t-il jouer en solo ? Explications.

C'est un pari à haut risque. La décision de Mitsubishi de ne pas participer à la maxi-fusion en cours entre Nissan et Honda est une volte-face en rupture avec les pratiques en cours dans l'industrie auto. Car la tendance est plutôt au regroupement maximum, histoire d'affronter en groupe les tempêtes présentes et à venir. Mitsubishi, lui, préfère continuer à jouer en solo. Du moins selon la presse japonaise qui, depuis le début des pourparlers pour la formation du nouveau groupe, ne s'est guère trompée. D'ailleurs, dès la publication de l'info, la marque n'a pas démenti, louvoyant plutôt en affirmant qu'elle « envisageait différentes possibilités et n'avait pas encore décidé d'une direction spécifique ».

Mieux vaut un petit chez soi qu'un grand chez les autres ?

Une valse-hésitation que les investisseurs ont prise pour un « merci, mais non merci ». Résultat, l'action de Mitsubishi a dévissé de 6 % à la Bourse de Tokyo. Mais cette envie du constructeur de faire cavalier seul est-elle une si mauvaise idée ? De fait, Mitsubishi n'a pas du tout envie de se voir tellement intégré dans la nouvelle structure qu'il pourrait en être désintégré, entre le tout-puissant Honda et le faiblard Nissan qui détient néanmoins 24% de ses parts et compte dessus pour les emporter dans la corbeille de mariage. Car le petit Japonais ne se porte pas si

mal malgré sa taille riquiqui et qu'il fabrique, bon an mal an, moins de 900 000 autos contre 3,4 millions en 2023 et 4,2 millions pour Honda. Sauf que s'il vend près de quatre fois moins de voitures que Nissan, Mitsubishi dispose d'une marge opérationnelle de 6,9%, alors que son concurrent-actionnaire espère difficilement frôler les 1 %. Mais qu'est ce qui explique cette relativement bonne santé de Mitsubishi dans un monde où seuls les mastodontes sont donnés gagnants ? La marque, qui s'est peu à peu dégagée de l'étreinte de l'ex-Alliance Renault Nissan, ne place pas ses billes dans le même panier et travaille, région par région, en se spécialisant. À l'Asie du Sud-Est et aux US, elle réserve ses lourds pick-up et ses gros SUV qui représentent 52 % de ses ventes. Au Japon, la marque se concentre sur ses kei-cars, et en Europe, Mitsubishi ne jure que par un nom, ou presque : Renault, dont il re-badge le Captur, qui devient ASX et la Clio qui se transforme en Colt. Mais une vraie Mistu ne va pas tarder à débouler chez nous, puisque, après quatre ans d'absence, l'Outlander va faire son retour. Mitsubishi entend donc continuer son petit bonhomme de chemin en solo avec des alliances industrielles de-ci de-là. Mais cette route semée de fleurs ne saurait se dérouler que dans un monde parfait. Dans la vraie vie, comment Nissan, qui détient toujours 24 % de la marque va-t-il réagir à cette volte-face ? Car Mitsubishi veut continuer à travailler avec ses deux ex-futurs as-

sociés, notamment dans le développement de modèles électriques qu'il a, bien évidemment, du mal à assumer seul. En Europe, le petit Japonais n'a pas trop de mouron à se faire, puisque ses relations avec Renault sont au beau fixe et qu'après les Captur et Clio, il pourrait bien coller ses trois diamants sur une base de Scenic e-tech et de Symbioz. La marque japonaise risque donc d'entrer dans une zone troublée, mais c'est en vieil habitué des tempêtes. Elle en a connu dès la fin des années 90, et s'est retrouvée adossée à Daimler à l'époque acoquinée avec Chrysler. Quelques années plus tard, elle a fait face à un énorme rappel de 800 000 voitures avant d'être sauvé de la faillite par la banque américaine Morgan Chase.

Une histoire semée d'embûches

Nouveau rebondissement en 2016 : Mitsubishi avoue avoir utilisé un logiciel pour falsifier les tests d'homologation façon Volkswagen. Nissan en profite pour se jeter sur le constructeur mal en point et Carlos Ghosn en devient le président. La suite est connue : l'Alliance explose en vol, et Mitsubishi est livré à lui-même, même si Nissan dispose toujours de 24% des actions, après s'être débarrassé de 10 % d'entre elles. Autant dire que les nouvelles turbulences de la marque aux trois diamants ne devraient pas faire perdre leur zenitude à ses dirigeants qui en a vécu bien d'autres.

Le BMW iX devient plus fort et plus autonome, sans pour autant atteindre les 1 000 km

BMW présente la version restylée de son grand SUV électrique. Si le design évolue en douceur, il s'offre plus de puissance et peut rouler jusqu'à 700 km entre deux recharges. Apparu en septembre 2021 au salon de Munich, le grand SUV allemand a droit à une mise à jour de mi-carrière. Si l'on pouvait s'attendre à l'adoption d'une très grande batterie offrant jusqu'à 1 000 km d'autonomie, il n'en est finalement rien. BMW a toutefois travaillé sur le sujet avec un rayon d'action de 700 km pour la version xDrive60. Jusqu'ici l'iX pouvait atteindre au maximum 633 km. La marque allemande a retravaillé l'électronique de puissance, a revu ses trains roulants et adopté des pneus moins énergivores. Sur-tout, une nouvelle technologie de cellules des batteries intervient pour gagner en capacité et recharge. Ainsi, la version de base xDrive45 atteint 94,8 kWh de capacité et 175 kW de puissance de charge. Les autres iX



conservent les mêmes caractéristiques avec 109 kWh et une puissance de 195 kW. Sans surprise, la firme allemande apporte à son grand SUV électrique une poignée de kilowatts supplémentaires. Ainsi, l'entrée de gamme xDrive45 développe 408 ch (contre 326 ch),

l'xDrive60 atteint 544 ch (contre 523 ch) et la version ultime M70 affiche 659 ch et 1 100 Nm de couple (contre 619 ch). Cette dernière atteint 100 km/h en 3,5 secondes et peut filer jusqu'à 250 km/h en vitesse de pointe.

Rendez-vous au printemps



La version de pointe M70 profite d'une calandre, de coques de rétroviseurs et jantes de 22 pouces spécifiques. Toutefois, le client peut choisir des roues encore plus grandes, de 23 pouces, en option. À noter également que l'iX1 reçoit de nouvelles signatures lumineuses et des boucliers redessinés, mais globalement les modifications ne

changent pas sa physionomie.

Ce nouveau Bmw iX sera commercialisé dès le printemps aux États-Unis, en Grande Bretagne et en Allemagne, sur ses marchés principaux. Pour le moment, les prix restent encore inconnus, mais il devrait augmenter alors que le modèle actuel débute à 84 250 €, tout de même.

IL N'EST PAS EUROPÉEN !

Un jet civil piloté par l’Homme franchit le mur du son

C'est une petite prouesse pour le monde de l'aviation civile. Ce 28 janvier, le prototype XB-1 de Boom Supersonic a franchi le mur du son à trois reprises lors d'un vol test. Une première pour un avion civil piloté manuellement depuis un certain Concorde.

Fondée en 2014, Boom Supersonic a l'ambition de marquer le grand retour des avions de ligne supersoniques malgré l'histoire tragique du Concorde, mis hors service en 2003. Son prototype XB-1 est une version réduite d'Overture, l'aéronef qui devrait, à terme, transporter entre 64 et 80 passagers lors de vols internationaux, à des vitesses de croisière pouvant atteindre Mach 1,7 (2 100 km/h).

Historique

« Le vol supersonique du XB-1 démontre que la technologie pour le vol supersonique de passagers est arrivée », s'enthousiasme Blake Scholl, fondateur et P.-D.G de Boom Supersonic. Piloté par le chevronné Tristan Brandenburg, le prototype a atteint une altitude de 35 290 pieds (environ 11 kilomètres) avant d'accélérer pour surpasser la vitesse de 1 230 km/h, franchissant ainsi le mur du son pour la première fois. C'est historique : le XB-1 est devenu le tout premier avion développé de ma-



nière indépendante à réaliser une telle performance. Jusqu'alors, les aéronefs franchissant le mur du son ont tous été conçus par les armées et les gouvernements. Le Concorde, par exemple, est le fruit d'une collaboration entre les États

français et britannique. Depuis son vol inaugural en mars 2024, le prototype a effectué 11 vols d'essai avec un pilote humain, une série qui s'est donc concrétisée par le franchissement du mur du son. « XB-1 jette les

bases d'Overture, en validant des technologies clés tout en instaurant une culture de la sécurité », indique Boom Supersonic.

Un carnet de commande déjà bien fourni

Overture sera alimenté par du carburant « durable », selon la firme. Il sera, en outre, fait de matériaux composites en fibre de carbone et équipé d'un système de vision en réalité augmentée pour la visibilité à l'atterrissage. Car son long nez et son angle d'approche élevé rendent la piste difficile à voir pour les pilotes. L'entreprise ambitionne de produire 66 appareils annuellement. Et son emploi du temps semble déjà bien chargé, avec 130 commandes et précommandes d'American Airlines, United Airlines et Japan Airlines. Pour l'anecdote, le test s'est déroulé dans l'espace aérien historique où l'aviateur américain Chuck Yeager a franchi le mur du son pour la première fois, en 1947.

DeepSeek R1 aurait été entraînée à l'aide de la meilleure puce IA de Huawei



La start-up chinoise DeepSeek a ébloui à sa sortie, interrogeant sur la manière dont l'IA a pu être entraînée. Et il semble qu'il n'y ait pas que des

composants NVIDIA qui aient été utilisés. Un nom est sur toutes les lèvres dans le monde de la tech depuis quelques jours : DeepSeek. L'IA

de la start-up chinoise a montré des capacités incroyables, au point que beaucoup se sont demandés comment elle pouvait atteindre ce niveau alors que les entreprises de Chine ne peuvent normalement accéder aux meilleurs GPU de NVIDIA, les H100. Certains pensent qu'elles auraient pu en acquérir en contrebande, alors que DeepSeek affirme avoir simplement utilisé des GPU H800. Mais pas seulement semble-t-il !

Les puces Huawei Ascend 910C utilisées par DeepSeek

Avec quoi l'IA DeepSeek R1 a-t-elle été entraînée ? D'après un papier des chercheurs de la société de Hangzhou, un peu moins de 6 millions de dollars d'investis-

sement dans des GPU H800 auraient suffi. Mais selon le spécialiste des modèles de langage, il y aurait eu aussi du matériel local d'utilisé. En effet, DeepSeek aurait exécuté les tâches d'inférence à l'aide des dernières puces IA de Huawei, les Ascend 910C. Une information qui, si elle venait à se confirmer, montrerait à quel point la Chine continue de vite se développer, même sous la contrainte américaine.

Une nouvelle preuve de la résilience chinoise ?

Pour rappel, la Ascend 910C est une puce développée par Huawei afin d'obtenir un composant qui puisse être aussi puissant que le meilleur GPU de NVIDIA, le

H100. Le géant chinois devrait lancer la production de masse de cette puce durant le premier trimestre 2025, même si SMIC affiche pour le moment des rendements assez faibles dans la production de cette puce.

À l'heure actuelle, beaucoup de questions sont posées sur la façon dont le modèle de langage DeepSeek R1 a pu venir au monde. Du côté des géants américains, après avoir salué la performance, le ton a changé. OpenAI accuse en effet maintenant l'entreprise chinoise d'avoir utilisé ChatGPT pour automatiser l'entraînement de ses modèles, sur le principe de la distillation. Ce qui est interdit par les conditions générales d'utilisation du chatbot.

IntelBroker revendique un second piratage de HPE

Après une première alerte, HPE serait à nouveau touché par piratage. Le même cybercriminel, IntelBroker affirme avoir eu accès au réseau interne de l'entreprise et entend bien le monnayer. Bis repetita ou bluff, une chose est sûre IntelBroker en veut à HPE. Non content d'avoir revendiqué un vol de données du fournisseur IT il y a quelques jours, le cybercriminel frappe à nou-

veau. Il affirme avoir eu accès au réseau interne de Hewlett Packard Enterprise et compromis d'autres données. Le pirate a partagé des captures d'écran avec nos confrères de Hackread provenant d'une archive de 500 Mo (une taille relativement petite pour un vol de données). Les images montrent des informations d'identification, des configurations internes et du code source propriétaire. Dans

le détail, IntelBroker aurait eu accès à des services comme ceux de l'authentification, les intégrations de Salesforce, le DNS interne, les pipelines de déploiement pour les microservices, les identifiants MongoDB,...

Revendre l'accès à l'infrastructure de HPE

Lors de la première revendication, IntelBroker a annoncé son

intention de vendre les données dérobées avec un paiement en Monero. Pour la seconde compromission, le pirate a décidé de changer de méthode en indiquant vouloir monnayer l'accès à l'infrastructure de HPE à des personnes intéressées. Suite à la première attaque, HPE a lancé une enquête laissant apparaître un accès « à un nombre limité » de fichiers partagés sur

un Sharepoint. La menace n'est pas à prendre à la légère face à un acteur qui dispose d'un tableau de chasse fourni. Europol, Cisco et General Electric font notamment partie de la liste des victimes. Pour l'instant HPE n'a pas communiqué sur le second piratage présumé, mais nul doute qu'une autre enquête va être menée.

Mots fléchés

Compositeur sublime		Succès		Petit disque plat gravé servant d'échanges		Côté latérale du visage		Poids embarqué		Sert pour relier		Ils se déplacent en diagonale	
Affirmativement		Poisson						Effluve		Surgis		Puissant explosif	
Zone urbaine				Peuples espagnols et portugais		Joua de l'argent					Entre camarades		
Coopérations						Renard polaire					Tuméfaction		
Sillon		Très gros							Manche sportive				Taré
		Train de banlieue							Jaunisse				
					Branle-bas	Semi				Figures circulaires		Formule de politesse	
Calcium	Trainât					Enlevé la matière grasse							
	Rechoisis						Fromages circulaires						
							Célebre comédie de Ben Jonson						
	Jadis il y avait celui de gaz	Souveraine	Tamis				Adoré						
			Rivière de Galice										
Brevet technologique				Une Allemagne prosoviétique		Côté					Esprit		Affluent de la Moselle
Impuissant													
							Blessais						
Bette						Francium	Inusité		Reptile saurien	Cubes de jeu		Propice	
Noir intense	Frère de Moïse		Mondain		Indifférence								
					Fer								
				Bordure décorative							Petit tour		
				Inerte							Convienne		
Prénom féminin						Aboutie							
Gaz réfrigérant													
					Armée républicaine	Privé du sein de sa mère		Id est		Troisième personne du singulier			Affluent de la Durance
Jamais		Bruns					Instinctives						
		Montée					Seul						
			Claquées							Entrée asiatique		Une flûte	
			Vignoble										
Malaxé	Prénom masculin							Un château sur une île	Néon		En bas de lettre		
	Dans										Commune normande		
					Anéantiras								
Chiffre					Délicat								

Arrestation de 9 éléments de soutien aux groupes terroristes

Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés et cinq pistolets mitrailleurs de type kalachnikov ont été récupérés dans des opérations menées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période du 22 au 28 janvier à travers le territoire national, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte anti-terroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 22 au 28 janvier 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 30 janvier 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PÉTROLE

Le Brent à plus de 76,7 dollars

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, perdait 1% à 76,71 dollars mercredi. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, baisse de 0,98% à 73,05 dollars. Les opérateurs attendent la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opec+) lundi prochain, à l'occasion d'un comité ministériel conjoint de suivi (JMMC). Interrogée mardi par la presse sur la question des droits de douane que Donald Trump menace d'appliquer aux produits en provenance de ses voisins en dépit de l'accord commercial qui les lie, la nouvelle porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt a confirmé la volonté du président américain de les appliquer dès le 1er février. Dès samedi, des surtaxes de 25% pourraient ainsi s'appliquer aux produits venus du Mexique, mais aussi du Canada. Les Etats-Unis sont le premier producteur de pétrole au monde, avec près de 13 millions de barils par jour qui sortent de terre, mais le pays reste dépendant de ses importations d'or noir, et en particulier de celles du Canada.

ALGÉRIE-ITALIE

Signature d'un protocole de coopération en matière de formation policière

L'Algérie et l'Italie ont signé un protocole de coopération en matière de formation policière, et ce, dans le cadre de la visite effectuée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Braham Merad en Italie, indique, mercredi, un communiqué du ministère. "La visite de M. Merad en Italie a été ponctuée par la signature d'un protocole de coopération en matière de formation entre l'Ecole supérieure de Police "Ali-Tounsi" et l'Ecole italienne de formation des forces de police, signé par le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), M.

Ali Badaoui et son homologue italien", a précisé la même source. Cet accord, "premier du genre, constitue un nouveau cadre à même de renforcer la dynamique actuelle entre les secteurs de l'Intérieur des deux pays", selon le communiqué. Il inclut des mécanismes pratiques pour l'échange d'expertises en matière de formation et de développement de compétences, et de méthodes de formation théorique et pratique, outre la formation des formateurs, notamment dans les nouveaux domaines, en réponse aux défis actuels, de même qu'il permet de réaliser des études conjointes dans les axes liés à

l'action policière". A cette occasion, il a également "été convenu de l'élaboration d'un plan d'action commun pour la mise en œuvre du protocole, et ce, lors de la visite de responsables de la police italienne en Algérie prévue dans les semaines à venir", ajoute le communiqué. Accompagné de M. Badaoui, M. Merad a visité l'unité des opérations centrales de Sécurité, où la délégation algérienne a reçu des explications sur le fonctionnement et les caractéristiques de cette unité, et a assisté à des exercices de simulation exécutés par les éléments de cette unité", conclut le communiqué.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Trump détricote la mondialisation « heureuse » ?

Exceptionnellement, en raison de l'actualité, la chronique d'aujourd'hui comprendra deux parties distinctes.

1. Pour Trump, la mondialisation a profité plus aux Chinois et autres pays émergents asiatiques qu'aux américains. L'OMC a été le cœur battant de la mondialisation heureuse. Mais celle-ci est aujourd'hui attaquée par tous les acteurs de l'économie mondiale ; Trump va certainement porter le coup décisif. Deux instruments à l'œuvre selon Trump : baisser les prix de l'énergie et pratiquer le protectionnisme ? A priori, baisser le prix de l'énergie en Amérique est une aubaine pour les investisseurs et les consommateurs. Les investisseurs étrangers sont appelés à venir en Amérique s'ils veulent échapper aux règles de protectionnisme imposées. Jusque là la décision de Trump semble de bon sens ; tous les pays utilisent leurs avantages compétitifs pour attirer les IdE ; ceci est donc possible pour le premier producteur d'hydrocarbures. Plusieurs groupes européens ont déjà fait le choix d'investir aux USA ; l'Arabie Saoudite annonce, à son tour, un investissement de 500 Mds de \$. La Russie et les autres producteurs OPEP+ seront certainement impactés par cette démarche. Trump veut imposer cette baisse aux autres pays comme la Russie et l'Arabie Saoudite. Une telle décision n'a aucune rationalité pour le premier producteur de l'énergie fossile (conventionnelle ou non). Une baisse généralisée des prix de l'énergie peut impacter négativement les autres producteurs et particulièrement les deux plus importants (Russie et Arabie Saoudite), mais en même temps elle peut être très bénéfique pour des pays grands consommateurs comme la Chine et l'Inde. La Chine est le premier compétiteur de l'Amérique et dans ce cas, la décision américaine donnerait un bonus au concurrent. Alors, où se situe l'énigme. Il vise certainement à vider la Chine de son attractivité des IdE. Un mouvement de relocalisation a été observé depuis la Covid19. Réindustrialiser l'Amérique, particulièrement dans les industries manufacturières a toujours été une préoccupation des dirigeants américains, mais aucune politique industrielle n'est arrivée à contrer la puissance Chinoise dans ce domaine. Trump revient à la charge avec des

moyens plus appropriés : relocalisation des investissements et protectionnisme. Entretemps, la Chine a fait un redéploiement industriel vers les activités de haute technologie, c'est-à-dire les domaines que les USA avaient réservés pour eux et délaissé la manufacture pour l'Asie. Lorsque l'on sait que le marché américain est souvent la clé de succès pour beaucoup d'entreprises, alors pour les investisseurs, le choix est délicat, voire très complexe : s'y installer en Amérique ou payer le prix pour l'accès au marché. Cette politique va-t-elle réussir ? Rien n'est moins sûr. La Chine, mais aussi l'Inde, le Brésil, les Philippines... aiguisent eux aussi leur armes. La guerre commerciale sera rude. Et l'Europe dans tout ce méli-mélo. Elle aura sa double dose ; l'une des pays émergents et l'autre des USA. Elle paie sa soumission aux américains, en achetant le gaz de schiste américain et elle subira la compétitivité des pays émergents. Dans sa dernière livraison (25/01/2025) Alternatives Economiques note que : « Donald Trump a déjà promis qu'il n'épargnerait nullement l'Europe dans la hausse des barrières douanières qu'il compte imposer. Le retour au pouvoir du Républicain remet ainsi au centre du débat la question du protectionnisme. Au-delà des négociations commerciales à venir avec les Américains, l'Union européenne aurait-elle aussi intérêt à introduire une dose de protectionnisme ? Entre la concurrence de nombreux industriels chinois et des géants américains qui dominent l'économie du Vieux-continent sur les nouvelles technologies, Bruxelles ne devrait-elle pas se protéger pour assurer son développement économique ? L'Europe est mal armée face à Donald Trump et aux industriels chinois. Elle évolue sur une ligne de crête entre volonté d'ouverture et nécessité de défendre ses intérêts. » L'Europe sera le cœur de cette démarche de Trump, elle sera livrée à la Chine ; à moins que l'Europe se protège elle aussi par des barrières douanières vis-à-vis des autres protagonistes du commerce mondiale. Dans une telle situation de généralisation des politiques de protection, les vertus tant loués par les promoteurs de la mondialisation et le commerce mondial seront remises en cause. La

surenchère dans l'application des mesures protectionnistes va conduire inéluctablement à une inflation généralisée. Déjà le FMI estime une baisse des échanges internationaux entre 10 et 20% au cours des années à venir. Les USA ont conçu et régenté les règles du commerce mondial en leur faveur à travers l'OMC, alors que les Chinois ont utilisé ces règles pour s'imposer dans les échanges. Pour les américains ce qui n'est pas en leur faveur doit être combattu ; c'est la mission de Trump.

La fin de la mondialisation heureuse a-t-elle commencé ?

2. Trump n'est pas le seul à faire l'événement au début de cette année 2025. Un autre événement majeur se produit en ce moment même, il s'agit de Gaza et son peuple. Une autre Mondialisation du malheur contre un peuple génial. Quel courage, quelle résilience, quelle fierté, quelle démonstration de force contre l'injustice mondiale qui leur est imposée. Gaza aussi a montré la cruelle mondialisation de sa cause. L'Amérique et l'Europe se liguent pour enterrer vivant un peuple. La lutte du peuple de Gaza a mis à nu le visage hideux de la mondialisation criminelle contre ce grand peuple de deux millions d'âmes. Le sionisme s'est mondialisé contre le droit humain. Le vieux continent habitué à donner des leçons de droits de l'homme, de liberté et de justice s'est tu pour ne pas perturber ou freiner la barbarie d'une entité créée de toute pièce en 1948 par deux pays, la Grande Bretagne et la France, « berceaux » des droits humains. Le hasard a fait que le retour des déplacés (des déportés) du Nord de Gaza dans ce qui reste de leur région (entièrement rasée), coïncide avec l'anniversaire de la libération d'Auschwitz. Pour les Sionistes et leurs protecteurs et soutiens occidentaux, l'histoire (mémoire) ne sert que pour en faire un faire valoir et un « fonds de commerce », mais jamais pour apprendre des épreuves et tirer des leçons pour l'avenir de l'humanité. Gaza mérite bien cette petite digression dans une chronique économique. Pas tout à fait, car Gaza a développé une industrie militaire très florissante.